

Mode
Les vêtements quatre saisons
page C1

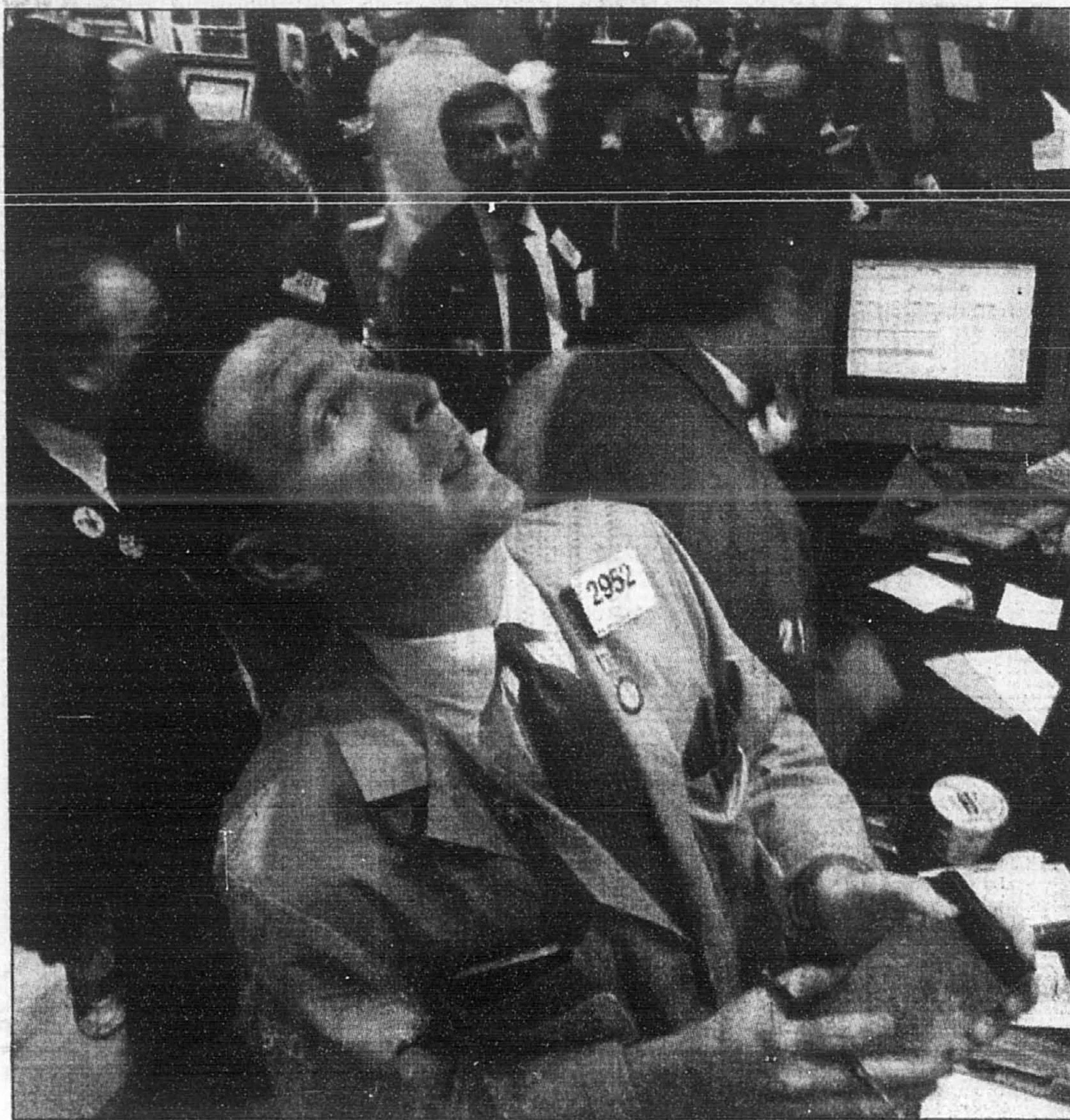
Publicité
Dévorer la pub comme du pop-corn
page D16

Baseball
Vladimir Guerrero signe un contrat de cinq ans
page S3

Tennis
Du grand Sébastien Lareau contre Ramon Delgado
page S5

Robert Duguay
au US Open

Ça rebondit!



Michael Kelly, de Benjamins Jacobson and Sons, observait hier matin sur un écran les soubresauts des cours à la Bourse de New York. Les chasseurs d'aubaines ont fait grimper de 288,36 points à 7827,43 le Dow Jones, la deuxième hausse absolue de l'histoire de l'indice. Au Canada, où l'humeur était nettement moins enthousiaste, le TSE 300 n'a progressé que de 7,14 points à 5538,10. Le huard a repris son ascension, avec un gain de 0,67 à 64,43 cents US, pendant que le dollar américain perdait du terrain face au yen.

Le dollar aujourd'hui
64,43
cents US
+ 0,67

- Aubaines et prudence, une Bourse à deux vitesses: le dossier de Maurice Jannard
- Un dollar faible stimule les exportations de matières premières, révèle une étude

Nos informations, page D1

Air Canada paralysée

Les pilotes déclenchent la grève

MARTIN VALLIÈRES
du bureau de La Presse, TORONTO

Les pilotes d'Air Canada ont déclenché une grève générale peu après minuit ce matin, clouant au sol le plus gros transporteur aérien au pays et forçant ses 60 000 passagers quotidiens à chercher d'autres moyens de transport.

Jusqu'à l'heure limite, Air Canada affirmait maintenir sa pleine activité. Des vols transcontinentaux et outre-mer de fin de soirée, que le transporteur avait songé à annuler plus tôt, ont décollé comme prévu. Les vols qui étaient dans les airs à minuit se rendaient à destination; une fois arrivés, les pilotes devaient quitter leur appareil selon les procédures avant de revenir au pays par leurs propres moyens.

En prévision du pire, la compagnie a toutefois conclu des ententes avec 15 autres transporteurs aériens du monde entier, ainsi qu'avec Via Rail, afin de leur confier ses passagers en cas de grève. Nombre de transporteurs aériens concurrents disposaient cependant de très peu de places, plusieurs réservations

ayant été faites pour des voyages de fin d'été.

Air Canada est le transporteur officiel de l'équipe qui doit représenter le Canada aux Jeux du Commonwealth à Kuala Lumpur, en Malaisie. Comme plusieurs autres voyageurs, les membres de l'équipe ont fait de nouvelles réservations auprès de certaines autres compagnies aériennes, la semaine dernière.

Le marathon de négociations amorcé jeudi dernier dans un hôtel du centre-ville de Toronto, devant un médiateur et derrière des portes closes, a échoué à produire une entente.

Voir AIR CANADA en A2

Le logiciel Back Orifice fait ses premiers dégâts

MARIE-ANDRÉE AMIOT

Des pirates informatiques ont commencé à prendre le contrôle d'ordinateurs personnels à Montréal grâce au logiciel Back Orifice, un véritable robot téléguidé camouflé dans un cheval de Troie, qui permet à un intrus de s'installer sur le disque dur d'un internaute.

Des plaintes ont été déposées à la police par des personnes qui disent avoir été victimes de pirates utilisant le logiciel offert sur le Web depuis le 3 août et dont 120 000 exemplaires ont maintenant été téléchargés.

Une des plaintes vient d'une femme qui se croyait dans un « chat amical », jusqu'au moment où un internaute lui a demandé avec insistance de la suivre dans une salle privée (virtuelle). Hésitant à quitter la salle de causerie, elle a senti le tiroir de son lecteur de cédérom s'ouvrir et se refermer tout seul. Des images sont apparues sur son ordinateur et la dame, qui se croyait en plein film d'horreur, a vu ses fichiers disparaître un à un.

Voir LE LOGICIEL en A2

■ Autre texte, page D6

Elsine acquiesce à l'appel de Clinton: la poursuite des réformes est inévitable

d'après AFP et AP
MOSCOU

Le président Bill Clinton a donné hier à la Russie un véritable cours d'économie de marché et obtenu de Boris Eltsine une nouvelle promesse de ne pas revenir sur les réformes entreprises en Russie.

Au premier jour d'un sommet américano-russe dominé par la crise en Russie et ses répercussions sur les marchés mondiaux, Américains et Russes se sont aussi mis d'accord pour échanger des informations sur la détection des missiles et réduire nettement leurs excédents de plutonium militaire.

Selon le service de presse du Kremlin, M. Eltsine a affirmé à Bill Clinton qu'« il n'y aura pas de recul en matière de réformes ».

Boris Eltsine a opté pour l'optimisme. Il a

assuré que « le pays continuerait de construire une économie de marché et une société démocratique ». Au cours du dîner officiel offert en soirée, il a poursuivi que « malgré les espoirs déçus » et les « tempêtes politiques » de ces deux dernières années, la Russie n'avait jamais perdu la foi. « En tant que président, je l'affirme: la poursuite des réformes en Russie est inévitable », a lancé Boris Eltsine.

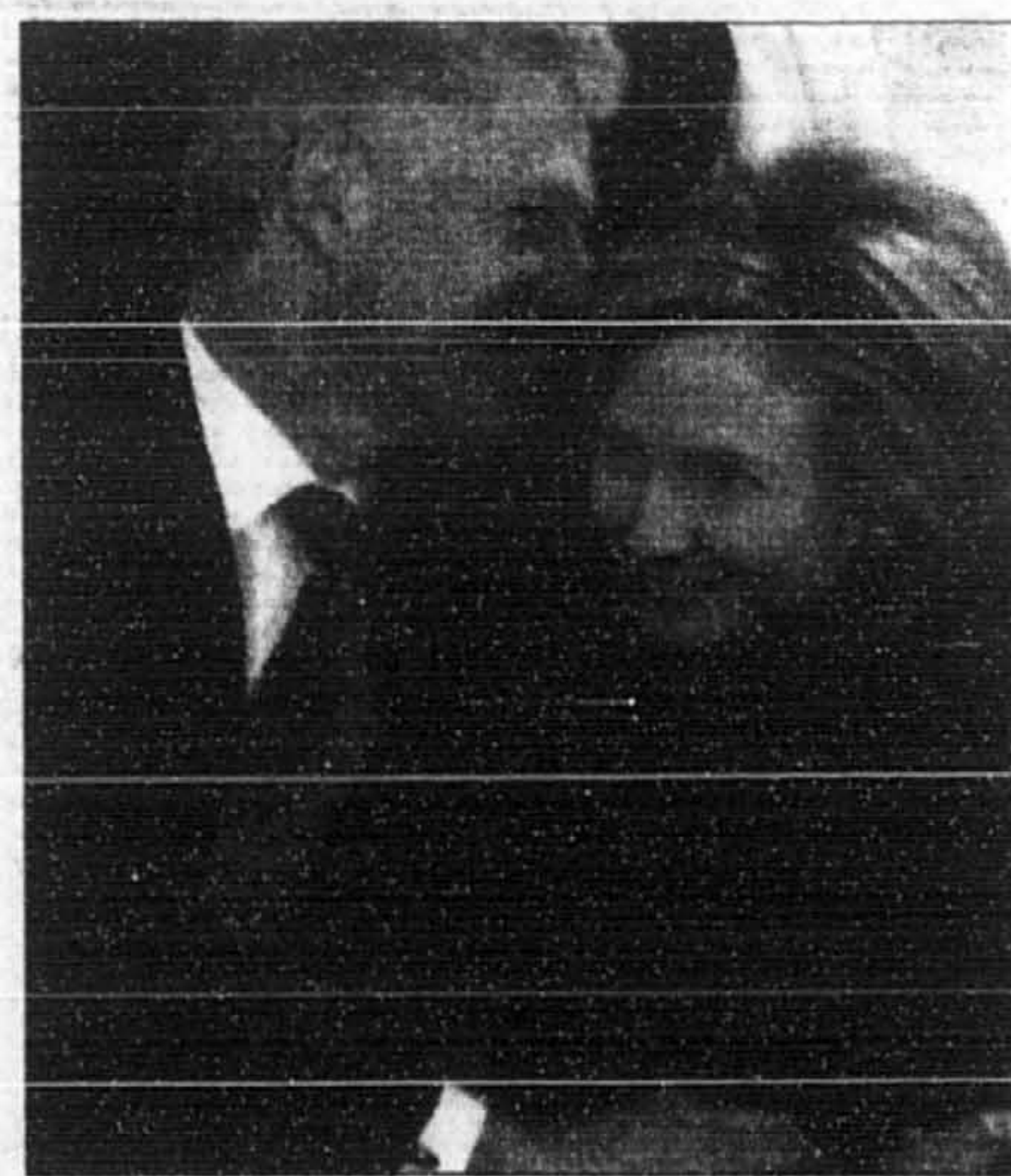
Le président russe a cependant averti qu'il pourrait être amené à renforcer le rôle de l'État dans l'économie pour apaiser les communistes. Ceux-ci, qui dominent le Parlement (Douma), ont rejeté lundi l'investiture de Viktor Tchernomyrdine comme premier ministre et menacent de continuer ce bras de fer.

Boris Eltsine a fait montre de fermeté en

affirmant devant Bill Clinton qu'un nouveau gouvernement serait formé d'ici la fin de la semaine prochaine: « Tchernomyrdine est le candidat que j'ai choisi comme premier ministre et j'insisterai pour qu'il le soit effectivement », a-t-il dit. Si la Douma rejette trois fois le candidat du président, ce dernier peut dissoudre la chambre basse et appeler les électeurs aux urnes dans les trois mois.

Prodigue en conseils, M. Clinton est cependant arrivé à Moscou les mains vides. « Quand la Russie aura un gouvernement et un plan (économique), nous lui fournirons une aide mais pour l'instant il n'y a ni l'un ni l'autre », a expliqué aux journalistes le sous-secrétaire au Trésor, Lawrence Summers.

Voir ELTSINE en A2



Le président Clinton a glissé un mot à sa femme hier pendant leur visite d'une école à Moscou, dans le cadre des festivités du début d'année scolaire.

486
JOURS
AVANT
L'AN 2000

INDEX

Petites annonces	- affaires	D2	- horaire télévision	E3	Êtes-vous observateur?	C5	Mots croisés	D14 et S10
- index	C5		Bandes dessinées	C7	Horoscope	C6	Mot mystère	D15
- immobilier	C5 à C7		Bridge	E6	Loteries	A2 et A7	Politique	B1, D6 et B8
- marchandises	C7		Décès	E7	Mode	C1 à C4	Publicité-marketing	D16
- emplois	C7, D13, E6		Économie	D1 à D12	Monde	B3 et B4	Tabloïd Sports	
- automobile	E6 à E8		Feuilleton	D15			- Robert Duguay	S5
			- horaire spectacles	E3				
			- Festival des films	E1 et E2				

ÉDITORIAL

Un maire et son nom
- Agnès Gruda
page B2

MÉTÉO

Averses
Max. 22, min. 14
Cahier Sports,
page 16



J'Y PENSE TOUT À COUP J'AI OUBLIÉ DE PRÉVENIR LA VOISINE D'ALLER ARROSER MES PLANTES

NE T'EN FAIS PAS MAMAN J'AI TOUT PRÉVU. JE LES AI MISES DANS LA BAIGNOIRE ET J'AI LAISSÉ COULER LA DOUCHE

No 1 sur Haiti
Prix à partir de 450\$

Week-end New York!
389 \$CAN.

Événement Gospel . Tour de ville . Transport . Hébergement . Taxes . Manutention de bagages . Du 3 au 6 décembre 1998

J'ai besoin de vacances!
multi-voyages
8397, rue St-Denis, Montréal (Qc)
858-0011 • 1 888 302-6221
ouvert le dimanche

Suites de la une

Air Canada paralysée

AIR CANADA / Suite de la page A1

Une offre dite finale par Air Canada, à raison de 9 % d'augmentation par an pour les deux prochaines années, accompagnée de diverses améliorations normatives, a été rejetée par l'Association des pilotes d'Air Canada. Le syndicat s'en tenait à sa demande de 12 % d'augmentation pour les deux prochaines années. Aucune indication n'a été donnée à minuit quant à la durée du conflit et la reprise des négociations.

Selon Jean-Marc Bélanger, président de l'Association des pilotes, « la direction d'Air Canada nous a fait faux bond, elle nous force à la grève pour une différence de 2 à 3 points ou deux pour cent ».

Les 2100 pilotes d'Air Canada, qui réclament une hausse de salaire et un assouplissement des horaires de travail, ont voté en juillet à 97 % en faveur de la grève. Il s'agit de la première grève générale des pilotes dans l'histoire d'Air Canada et du pire conflit de travail depuis sa privatisation. Le précédent arrêt de travail significatif des pilotes remonte à une trentaine d'années. Il s'agissait toutefois de grèves tournantes qui n'avaient pas complètement paralysé le transporteur, a indiqué un porte-parole d'Air Canada à Toronto, John Hamilton.



Un avion d'Air Canada s'éloignait hier du terminal de Dorval, pendant que les négociateurs patronaux et syndicaux tentaient d'éviter la grève des pilotes.

Cette fois-ci, la durée d'une grève générale demeure incertaine. Le président de l'Association des pilotes, Jean-Marc Bélanger, avait indiqué lundi à La Presse qu'une grève pourrait durer plusieurs jours, le temps de rapatrier les pilotes au Canada et de les faire voter sur une entente.

L'intervention d'Ottawa demeure aussi en doute. « Comme l'a fait Washington chez Northwest Airlines (6100 pilotes en grève depuis samedi), Ottawa pourrait déléguer le ministre du Travail ou des Transports chez Air Canada s'il s'avérait que la grève cause des problèmes majeurs et des dommages économiques », a suggéré David Gersovitz, un analyste en trans-

ports à Toronto.

Au ministère des Transports, on indiquait hier que seuls des problèmes de sécurité aérienne pourraient inciter à faire une intervention.

Selon des analystes financiers, les coûts d'une paralysie pour Air Canada se chiffrent en millions de dollars de revenus perdus par jour, en plus des conséquences à long terme sur sa position concurrentielle alors que l'économie canadienne s'essouffle. D'ailleurs, après avoir attiré les investisseurs depuis sa privatisation, Air Canada a vu ses actions en Bourse perdre la moitié de leur valeur depuis le début de juillet, alors que s'ébruitait le risque d'un conflit de travail ma-

jeur. Ses coffres ne sont toutefois pas dégarnis à court terme. Selon des analystes, Air Canada dispose de quelque 600 millions en liquidités et au moins autant en lignes de crédit à court terme. Mais si une grève réduira ses frais de personnel et de carburant, Air Canada doit continuer à faire des paiements de dizaines de millions de dollars par mois sur des baux à long terme pour certains appareils.

Pour sa part, l'Association des pilotes d'Air Canada est un syndicat indépendant qui n'a pas de fonds de grève comme tel pour ses membres, a confirmé un dirigeant, Peter Foster. « Même sans paiement d'un fonds de grève, nos membres ont montré leur détermi-

nation en votant à 97 % pour la grève », a-t-il souligné. L'Association participe toutefois à divers regroupements internationaux de syndicats de pilotes, notamment ceux des transporteurs du groupe Star Alliance comme United Airlines. Certains de ces syndicats de pilotes ont déjà indiqué qu'ils refuseraient toute demande de travail supplémentaire de la part de leur employeur afin de prendre la relève d'Air Canada.

Par ailleurs, les conséquences d'une grève sur l'effectif de la flotte et du personnel d'Air Canada, même après un retour au travail, demeurent aussi incertaines. Selon des analystes, le transporteur pourrait y trouver un prétexte pour accélérer la réduction de certains vols et le retrait d'appareils plus âgés, comme ses biréactés DC-9, qu'il aurait prévus au cours des prochains mois en cas de ralentissement économique. Si tel était le cas, des pilotes seraient parmi les premiers touchés même si, à l'Association des pilotes, on indique ne voir encore aucune information à cet effet.

Air Canada a embauché 600 pilotes depuis le début de 1996, portant leur nombre au niveau record de 2100. Ils étaient aussi peu que 1400 pendant la période troublée de 1992-93, alors qu'Air Canada avait déclaré des pertes importantes.

LAVAL

Précision

Contrairement à l'impression que cela pouvait donner, la photo qui accompagnait hier en page A7 le texte sur la rentrée à l'École d'éducation internationale de Laval n'avait pas été prise à l'occasion de la rentrée mais était tirée de nos archives.

BROSSARD

Précision

Le stationnement incitatif de Brossard, contrairement à ce qui a été publié dans notre numéro d'hier, n'est pas encore ouvert. L'inauguration, qui devait avoir lieu au début de septembre, a dû être reportée d'une ou deux semaines, les travaux d'aménagement n'étant pas terminés. Ce stationnement comprendra 600 places dont le nombre sera augmenté progressivement au cours des années.

HYDRO-QUÉBEC

Précision

Deux chiffres ont été inversés dans l'article paru samedi dernier sur les résultats semestriels d'Hydro-Québec. Voici comme ils auraient dû être présentés: Hydro a perdu 270 millions en revenus durant les premiers six mois de 1998, dont 200 millions à cause du temps doux de l'hiver et du printemps et 70 millions à cause du verglas.

LE LOGICIEL / Suite de la page A1

D'autres ont connu des expériences semblables. Pire, certains pirates menacent les utilisateurs s'ils ne font pas leurs quatre volontés. « Dans un cas, affirme le sergent-déTECTIVE Jacques Viau, de la division des crimes informatiques, section des fraudes, de la police de la CUM, le pirate a menacé un jeune de 16 ans de détruire tous ses fichiers s'il ne paierait pas Back Orifice dans le réseau de son école secondaire. » C'est le père qui a intercepté la communication.

Ce nouveau cheval de Troie est une création d'un groupe de pirates américains appelé Cult of the Dead Cow. Le groupe l'a mis en ligne gratuitement afin de permettre à d'autres de faire des ravages sur les ordinateurs roulant sur les systé-

mes d'exploitation Windows 95 et 98. Back Orifice, dont le nom fait penser à la suite de Microsoft Back Office, est fort simple à installer et se télécharge rapidement à partir du site du Cult. Plus de 5000 personnes l'installent quotidiennement.

Pour l'activer, il suffit de faire parvenir à quelqu'un un fichier de type exécutable. Par exemple, un utilisateur peut envoyer à sa victime désignée une carte de souhaits par courrier électronique en lui demandant de venir la chercher sur son site Web. La personne, en allant cueillir la carte, laisse sans le savoir, son numéro d'identification IP sur le site Web. En cliquant sur la carte, elle exécute l'application et fixe le cheval de Troie sur le disque dur.

Avec le numéro d'identification en main, le pirate peut alors s'infil-

trer dans l'ordinateur au moment où la victime se branche en réseau ou sur Internet.

Back Orifice permet toutes sortes de méfaits dont le moindre est de pouvoir visionner l'interface intégrale de la victime. Il peut lire et détruire des fichiers, révéler les mots de passe, reproduire tout ce qui a été écrit sur le clavier, etc. Qui plus est, il est indécodable. Il n'apparaît pas dans les programmes et ne peut être éteint en appuyant sur les touches Ctrl-Alt-Del.

Pas étonnant que les entreprises spécialisées en sécurité informatique se soient pressées de trouver des remèdes pour oblitérer le programme une fois installé. Hier, GroupAction, filiale de la firme de communication Groupaction, division nouveaux médias, a mis en ligne un premier logiciel capable d'enrayer Back Orifice. Le pro-

gramme appelé Back OrifIX est offert gratuitement. Il cherche toutes les traces de Back Orifice, les nettoie et les supprime.

Microsoft, cible du groupe, a émis des conseils concernant Back Orifice sur son site. Parmi ceux-ci, on affirme que Back Orifice ne peut s'installer seul. Que l'utilisateur doit « exécuter un programme » et qu'il doit être branché sur Internet. Or, comme l'a démontré Martin Charbonneau de GroupAction, il est difficile d'ignorer une carte de souhaits et la plupart des gens sont branchés sur Internet à un moment ou l'autre.

Quant à placer un lien menant vers Back OrifIX sur la page de Microsoft, Pierre Chadi, directeur régional du Québec de Microsoft, a affirmé que l'idée était intéressante et a assuré qu'il en discuterait avec les personnes responsables.

Le logiciel Back Orifice fait ses premiers dégâts

Elsine acquiesce à l'appel de Clinton

ELTSINE / Suite de la page A1

Dans un discours à l'Université de Moscou, Bill Clinton a mis les points sur les « i » en demandant à la Russie d'« accepter les règles du jeu » d'une économie mondiale de plus en plus intégrée.

Martelant du poing le pupitre, il a égrené une série de recommandations pour sortir de la crise: ne pas « faire marcher la planche à billets », bien traiter les investisseurs

et les créanciers, s'assurer « des revenus stables » par une réforme des impôts.

La Russie peut s'en sortir, a-t-il estimé, car elle est « riche en ressources matérielles et humaines », mais elle ne pourra le faire que si elle « continue d'avancer résolument sur le chemin des réformes » au lieu de « s'arrêter à mi-chemin ».

Il a cependant reconnu que les États-Unis ne pouvaient pas se permettre de laisser tomber totalement

leur ancien adversaire de la guerre froide. Les turbulences que l'incertitude politique à Moscou a suscitées à Wall Street montrent que le sort des deux pays est en partie lié. « Que nous le voulions ou non, nous devons contruire l'avenir ensemble », a-t-il conclu.

Malgré cette bonne ambiance, les perspectives de signatures d'accords majeurs entre les États-Unis et la Russie semblent minces. Les deux dirigeants ont commencé leurs travaux en se penchant sur un accord visant à neutraliser un stock

d'environ 50 tonnes de plutonium provenant de têtes de missiles nucléaires démantelés. Selon le sénateur républicain Pete Domenici, qui a fait le voyage avec M. Clinton, le texte devrait être signé aujourd'hui.

Bill Clinton rencontrera aujourd'hui les présidents des deux chambres du Parlement, Yegor Stroïev et Guennadi Selezniev, ainsi que les représentants des principaux partis politiques. Hier, le couple Clinton avaient rencontré Viktor Tchernomyrdine, à l'aéroport de Moscou.

La Presse

Renseignements : 285-7272

Abonnement : 285-6911

Télécopieur pour abonnement : 285-7039

Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30

Samedi de 7 h à midi

Dimanche de 7 h à 11 h

Rédaction : 285-7070

Promotion : 285-7100

Les petites annonces : 285-7111

Télécopieur : 848-6287

Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30

Décès, remerciements : 285-6816

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces

Détailants : 285-6931

National, TéléPlus : 285-7306

Carrières et professions,

Nominations : 285-7320

Comptabilité

Grandes annonces : 285-6892

Les petites annonces : 285-6900

La Presse est publiée par: La Presse, Liée, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

Envois de publication canadienne - Contrat de vente numéro 0531650 - Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTÉRIES

La quotidienne à trois chiffres : 771 à quatre chiffres : 8889

COLLECTES DE SANG

Aujourd'hui, la Croix-Rouge attend les donneurs aux endroits suivants:

■ à Montréal: Centre des donneurs, centre commercial Maisonneuve, 2991, Sherbrooke Est (métro Préfontaine), de 10 h à 17 h 30; ■ à Montréal: marché Bonsecours, 350, rue Saint-Paul Est, de 10 h 30 à 16 h 30. Objectif: 100 donneurs;

■ à Montréal: complexe Guy-Favreau, 200, boul. René-Lévesque Ouest, de 10 h à 16 h 30. Objectif: 100 donneurs; ■ à Montréal: Le Relais Chevrolet Oldsmobile, 9411, Papineau, de 14 h à 20 h. Objectif: 125 donneurs;

■ à Verdun: hôpital Angrignon, pavillon Verdun, 4000, boul. Lasalle, de 9 h 30 à 15 h 30. Objectif: 75 donneurs; ■ à Rawdon: United Church, 3053, 4e Avenue, de 14 h 30 à 20 h 30. Objectif: 120 donneurs.

■ à Carignan: salle communautaire de la mairie, 2555, rue Bellevue, de 14 h à 20 h. Objectif: 175 donneurs.

DEMAIN DANS LA PRESSE



Solitaire sociable

Entre l'Italie et Outremont, le coeur de France Castel balance. À défaut de visiter régulièrement le pays d'origine de Scarfo, la comédienne et chanteuse se promène dans les rues outremontaises. Leurs nombreux cafés, restos, épiceries fines et boutiques n'ont plus de secrets pour elle. Notre marcheuse solitaire y trouve de tout, même des amis. Suivez-la demain dans le cahier Sortir.

QUESTION DU JOUR

Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre? Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

Êtes-vous d'accord avec la nomination d'un civil à la tête de la Sûreté du Québec?

Selon vous, le mythe de Lady Di va-t-il perdurer? À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 38 %
Non: 62 %

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

Aidez les enfants défavorisés à défrayer le coût du matériel pédagogique lors de la rentrée scolaire!



La Société de Saint-Vincent de Paul



Fondation québécoise pour l'alphabétisation



La Presse



FAITES UN DON : À votre succursale du groupe Jean Coutu Chez votre optométriste Ou en appelant à la ligne 1 877 221.1221

Opération Bonne Mine

Du 15 août au 15 septembre 1998

Le mot du jour entraîneur

■ La « personne qui entraîne des sportifs » est un *entraîneur*. Le mot *instructeur* appartient au vocabulaire militaire. Quant au mot *gérant*, il constitue un anglicisme tout à fait

inutile en ce sens. Il en va de même, bien entendu, du mot *coach*. Lorsque plusieurs personnes se partagent cette tâche, on appelle *entraîneur-chef* le responsable du groupe. — Felipe Alou est devenu l'*entraîneur-chef* ayant obtenu le plus de victoires. Paul Roux



Le Lexique des difficultés du français dans les médias

de l'auteur du Mot du jour

La Presse : (514) 285-7364 / 19,95\$ + taxes

L'équipe de Doré fulmine, celle de Bourque en rit !

L'ex-maire conteste le changement de nom de Vision Montréal autorisé par le DGE

MICHELE OUMET

Jean Doré était dans tous ses états, hier, mais il n'a pas l'intention de se croiser les bras. Pas question de se laisser « piquer » le nom de son parti par Pierre Bourque. Il enverra donc aujourd'hui une lettre au Directeur général des élections afin de contester sa décision qui a permis au maire de modifier le nom de son parti, a appris *La Presse*. Rappelons les faits.

Lundi, le Directeur général des élections (DGE) a permis à Pierre Bourque de changer Vision Montréal pour Équipe Bourque/Vision Montréal, un nom qui ressemble à celui du parti de Jean Doré qui, lui, s'appelle Équipe Montréal. Cette initiative du maire a horrifié les gens d'Équipe Montréal.

« L'objectif visé par Vision Montréal est nul autre que confondre les électeurs en utilisant le mot équipe, explique la lettre envoyée par le parti de Jean Doré au DGE. Nous croyons qu'une bonne partie de l'élec-

torat montréalais peut confondre les deux noms puisque dans les deux appellations nous retrouvons non seulement les mots équipe, mais aussi Montréal. La course à la mairie sera très serrée et la confusion entre les deux appellations peut faire la différence. »

« L'autorisation que vous avez accordée à Vision Montréal porte sérieusement atteinte à notre parti, poursuit la lettre. Vous auriez dû nous accorder le droit d'être entendu avant d'autoriser le changement de nom qui porte atteinte à l'exercice des droits démocratiques des citoyens. Nous vous demandons de retirer l'autorisation que vous avez émise à Vision Montréal. »

Équipe Montréal s'appuie sur l'article 399 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités qui stipule que le DGE peut refuser de changer le nom d'un parti si la nouvelle appellation « est susceptible d'amener les électeurs à se méprendre sur le parti auquel ils destinent leurs contributions ».

Pendant que les visages s'allongent à Équipe Montréal et qu'on fulmine contre le maire Bourque, le moral est au beau fixe à Vision Montréal ou plutôt Équipe Bourque/Vision Montréal. Et on prenait avec un grain de sel la plainte de M. Doré au DGE.

« Ils peuvent bien contester tout ce qu'ils voudront, a dit l'organisateur en chef de la campagne du maire Bourque, Yvon Leduc. Je ne me suis pas plaint, moi, parce qu'ils ont utilisé le mot Montréal dans leur nom ! S'ils veulent de l'exposition avec cette histoire-là, ça ne me dérange pas. Quant à moi, il n'y a aucune confusion parce que les mots équipe et Montréal sont séparés par Bourque et Vision. Mais c'est sûr que ça les déculotte et les enrage. »

Claude Dumont, un vétéran des élections municipales, a eu l'idée de changer le nom du parti. C'est lui qui, en mars, a été appelé à la rescousse pour sortir Vision Montréal de la morosité et mettre sur pied la machine électorale. « Il y a plein de partis politiques,

Vision Montréal, Nouveau Montréal, Équipe Montréal, une vraie tour de Babel, a-t-il expliqué. Il fallait qu'on identifie très clairement notre groupe pour que les partisans du maire sachent pour quel candidat voter. »

Mais avant de prendre cette décision, les organisateurs ont fait un petit sondage maison. À la question : « Pouvez-vous identifier le nom du parti de Pierre Bourque », seulement 2 % des 400 personnes interrogées ont donné la bonne réponse. Un désastre. Devant cette notoriété pratiquement nulle, les gens de Vision Montréal ont décidé de modifier l'appellation du parti et d'y accoler le nom du maire.

Au bureau du DGE, la réaction a été laconique. « Si on reçoit une plainte, on va l'analyser et y répondre dans les meilleurs délais », a dit le porte-parole Bernard Renaud.

Si le DGE revient sur sa décision, Vision Montréal perdra de l'argent et du temps. Le parti a commandé plus de 9000 affiches... avec le logo Équipe Bourque/Vision Montréal.

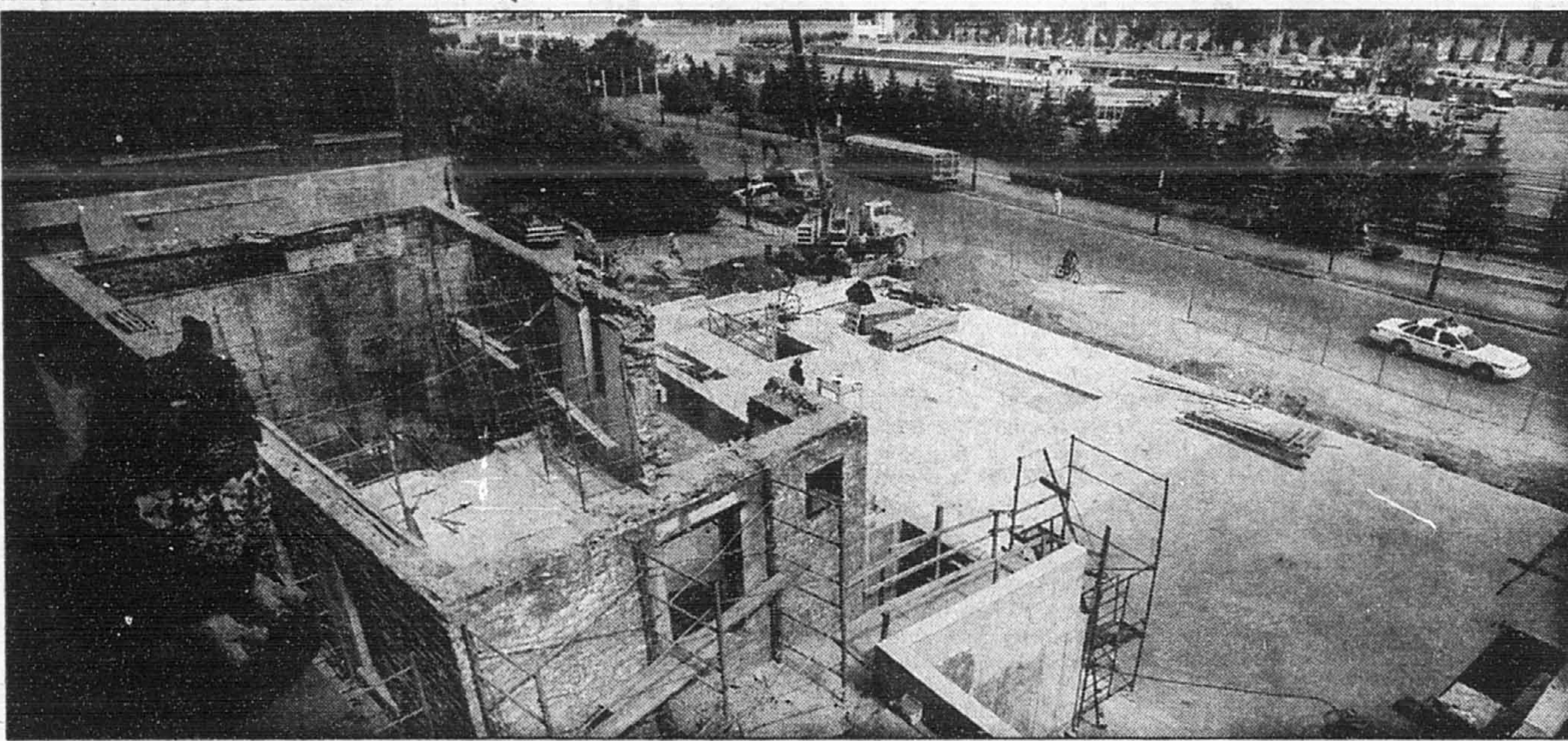


PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

L'Accueil Bonneau reprend forme

Les travaux de reconstruction de l'Accueil Bonneau vont bon train, selon la présidente du conseil d'administration, Jacinthe Bouchard. Hier, des ouvriers faisaient la plomberie et l'électricité au sous-sol de l'édifice. Dès vendredi, l'Accueil Bonneau devrait prendre sa forme finale, alors que les structures de métal du bâtiment seront installées.

Se disant victime de discrimination, elle veut qu'on lui paie son auto

HUGO DUMAS

Félicia Amilcar et son conjoint ont parcouru le Plateau Mont-Royal pendant un bon moment avant de dénicher la perle rare des appartements, rue Parthenais. Sauf que la propriétaire du logement qu'ils convoitaient a refusé de leur faire signer un bail. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'elle est d'origine haïtienne, croit l'enseignante de 28 ans.

Se disant victime de discrimination raciale, Mme Amilcar a porté plainte à la Commission des droits de la personne du Québec, le 3 août, et réclame une somme totale de 5596 \$ aux propriétaires de l'appartement pour réparer le préjudice.

Le 11 avril, Mme Amilcar et son copain visitent un appartement de la rue Parthenais et se montrent très intéressés à l'occuper. Ils veulent même signer le formulaire d'enquête de crédit sur-le-champ. La propriétaire, Mme Murray, leur dit qu'elle doit d'abord consulter son mari et que ce dernier les rappellera par la suite, peut-on lire dans la plainte.

Toujours sans nouvelles des Murray après deux jours, Mme Amilcar communique de nouveau avec la propriétaire le 13 avril, qui lui annonce qu'elle a loué l'appartement à quelqu'un d'autre.

Insatisfaite de cette réponse, Mme Amilcar passe devant le logement de la rue Parthenais les 14, 15 et 16 avril et observe que la pancarte à louer était toujours bien en vue. Elle demande donc à sa soeur,

s'exprimant elle aussi sans accent haïtien, de contacter Mme Murray, qui lui accorde un rendez-vous le soir même pour visiter l'appartement. « Et cet appartement était supposément déjà loué », s'étonne l'enseignante.

Selon Mme Amilcar, il n'y pas de doute : on lui a refusé l'appartement en raison de la couleur de sa peau, car elle et son conjoint gagnent bien leur vie et ils ont de très bonnes références.

Mme Amilcar habite dans le Plateau Mont-Royal depuis deux ans déjà. Et comme elle n'a pu emménager dans l'appartement de la rue Parthenais, elle s'est trouvée un autre logement dans le quartier Rosemont, où les autobus ne sont pas aussi rapides et le métro, moins accessibles, dit-elle dans sa plainte. Maintenant éloignée de tout, elle a dû s'acheter une voiture d'occasion et elle demande à M. et Mme Murray de lui en rembourser le coût (3300 \$), de même que les frais d'assurance et d'immatriculation (1040 \$), et 180 \$ pour le chauffage qui coûte plus cher dans l'appartement de Rosemont. Elle réclame aussi une somme de 500 \$ pour perte de jouissance de son quartier.

« L'argent, ce n'est pas important. Je me considère totalement intégrée à la culture québécoise et je trouve ça inacceptable comme situation », confie-t-elle.

La Commission des droits de la personne du Québec a reçu la plainte de Mme Amilcar et jugé que les allégations soulevées par cette dernière étaient suffisantes pour l'ouverture d'une enquête.

Maisonnette-Rosemont : les urgences débordent

HUGO DUMAS

Les urgences de l'hôpital Maisonnette-Rosemont étaient remplies à craquer hier. Au plus fort de l'achalandage, 78 personnes s'y entassaient alors que sa capacité maximale n'est que de 34 patients.

Selon Monique Boyer, coordonnatrice aux activités de soin, seulement deux personnes étaient cependant allongées sur des civières depuis plus de 48 heures. Vers 21h 30, ces patients avaient quitté

les urgences.

Est-ce un record d'engorgement, 78 personnes en attente ? « Disons que ça faisait longtemps qu'on n'avait pas vu ça », répond Mme Boyer.

En fin de soirée hier, la situation s'améliorait. Le nombre de patients était descendu à 51, alors que l'attente n'était plus que d'une heure.

Mais pendant la journée, l'hôpital a dû ouvrir 10 lits supplémentaires pour libérer des civières aux urgences.



MODE DE L'HEURE

Cessez de chercher de midi à quatorze heures! Pour une rentrée remarquée optez pour la collection Polo Jeans Company.

Pour faire un malheur à toute heure, choisissez les montres Swatch et économisez

25%

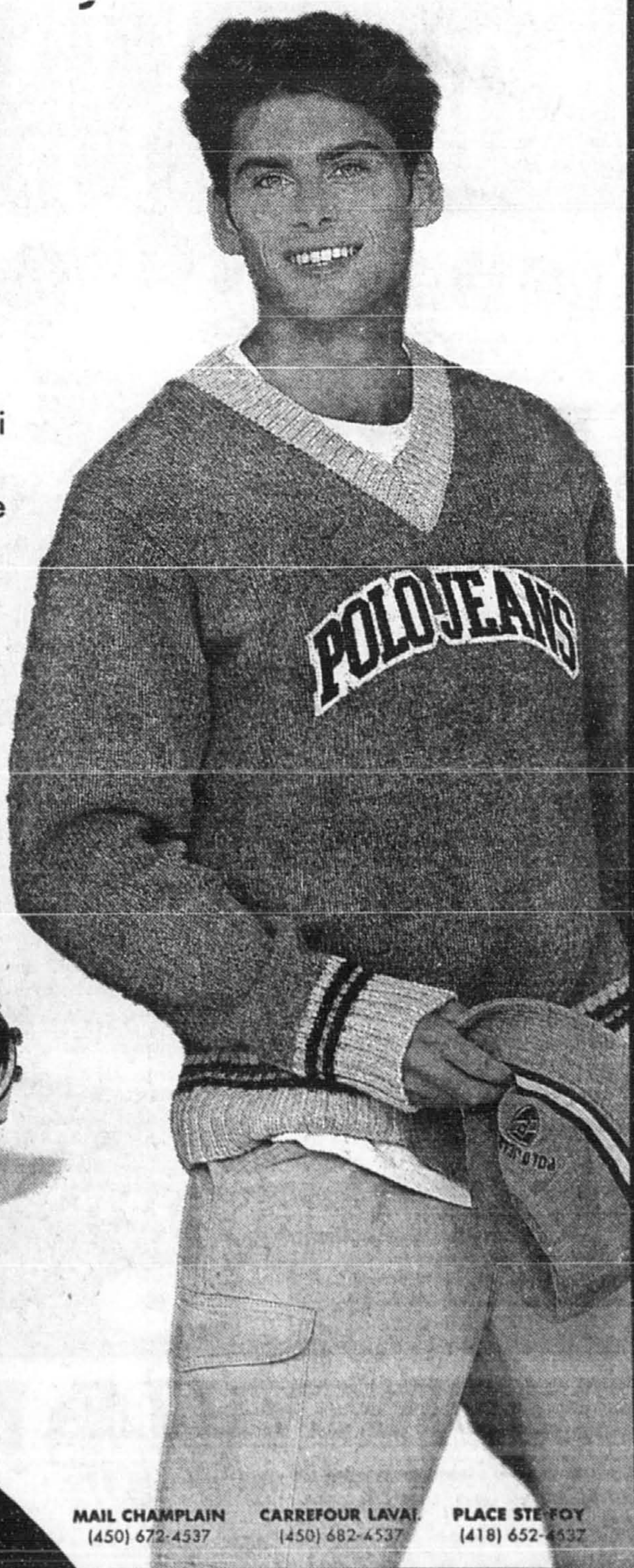


Des collections renommées

Vous retrouverez aux Ailes les plus grands noms pour une garde-robe dernière: Tommy Hilfiger, Nautica, Timberland, Greg Norman et plusieurs autres.

MAIL CHAMPLAIN (450) 672-4537 CARREFOUR LAVAIL (450) 682-4537 PLACE STE-FOY (418) 652-4537

Je me fais plaisir



Hydro conspuée pour ses entorses à la démocratie

Des citoyens opposés à la ligne Hertel-Des Cantons se vident le coeur à la commission Nicolet

BRUNO BISSON
RICHMOND

L'attitude adoptée par Hydro-Québec durant la tempête de pluie verglaçante, et par la suite dans le cheminement du dossier de la controversée ligne Hertel-Des Cantons, s'apparente à un « dérapage démocratique dangereux », selon un comité de citoyens du Val-Saint-François, en Estrie, qui a bénéficié hier d'une tribune unique en témoignant à la commission Nicolet.

Durant deux heures — un fait exceptionnel pour la commission — les deux principaux porte-parole de ce comité de citoyens opposés au passage de la ligne Hertel-Des Cantons dans ce magnifique coin de campagne, Monique Fournier et Jacques Laval, ont livré un long plaidoyer en faveur... de la démocratie. Le mémoire principal des citoyens du Val-Saint-François a été une véritable charge contre les

Les dessous du



verglas

Hertel-Des Cantons, ce contrôle de l'information n'a pas commencé après la crise, quand Hydro-Québec a commencé à défendre la légitimité de ses projets de bouclage qui doivent sécuriser le réseau électrique pour le prochain hiver. Ce

méthodes et le contrôle de l'information exercé par la société d'État sur ses propres projets.

Pour le comité des citoyens du Val-Saint-François, qui a aussi déposé une demande d'injonction pour faire stopper les travaux de la ligne

contrôle, ont dit M. Laval et Mme Fournier, a commencé en pleine crise par une stratégie d'information privilégiant les sujets sentimentaux et les conseils pratiques au détriment de l'analyse des causes du sinistre de janvier qui, à son summum, a privé de courant plus de trois millions de personnes.

Par la suite, ont-ils affirmé, le long processus d'information aux élus régionaux et municipaux sur les projets de bouclage qu'a mis de l'avant Hydro-Québec, avec la bénédiction du gouvernement, s'est fait dans un secret à peu près complet qui a, quelques mois plus tard, placé les citoyens affectés devant un fait accompli.

Enfin, quand est venu le temps d'informer la population, Hydro « a fait en sorte que le moins de citoyens possible y assistent ». Dans la petite municipalité de Sainte-Christine, près d'Acton Vale, les citoyens ont été convoqués à une

réunion d'information à seulement trois heures d'avis, apparemment « parce qu'un camion a eu des troubles mécaniques ». Dans plusieurs municipalités, des citoyens étaient refoulés au portes parce qu'ils n'avaient pas en main la lettre d'invitation. Ailleurs, seuls les propriétaires, plutôt que les habitants d'une région où passe la ligne à haute tension, ont été invités puisque la société estimait qu'eux seuls devaient être dédommagés pour la présence de pylônes dans leurs champs, et qu'en conséquence, ils étaient les seuls concernés.

Le long témoignage a été ponctué d'applaudissements nourris, à maintes reprises, provenant d'une salle comble, autre rareté pour la commission. Son président, Roger Nicolet, a même tenu à préciser pourquoi il a dérogé à la règle habituelle des témoignages, limités à 30 minutes, en affirmant que le comité soulevait « des questions

qui mettent clairement en évidence les difficultés que pose à notre société la nécessité de concilier les droits des individus et les exigences de la collectivité ».

Peu avant le comité des citoyens, le maire de Richmond et préfet de la MRC Val-Saint-François, Marc-André Martel, s'était déjà livré à une charge contre Hydro en affirmant entre autres que lors de la première réunion avec les élus, elle avait soumis deux tracés possibles pour la ligne Hertel-Des Cantons. La société d'État a ensuite reconvoqué les élus, deux jours plus tard, pour leur dire qu'il n'existait plus de deuxième tracé.

Pour le comité, il est clair que la société d'État a soumis au gouvernement le projet Hertel-Des Cantons, sans autre choix, pour rendre sûre l'alimentation électrique de la Montérégie, et du même coup accroître ses capacités d'exportation d'électricité en renforçant son réseau de transport.

Des solutions de bouclage moins chères

Le comité des citoyens du Val-Saint-François soumet ses suggestions

BRUNO BISSON
RICHMOND

Le comité des citoyens du Val-Saint-François a présenté hier à la commission Nicolet deux alternatives au projet de « bouclage de la Montérégie » préconisé par la société d'État, dont l'une reprend le scénario proposé au printemps dernier par le député de Dorion, Christos Sirros.

À la faveur d'un long exposé technique, un des porte-parole du comité, Jacques Laval, a proposé que la société d'État fasse plus souvent du « recyclage » de ses emprises de lignes électriques pour éviter la construction à tout prix de nouvelles grandes lignes de transport, comme le projet Hertel-Des Cantons.

Cette notion de « recyclage » a d'ailleurs soulevé l'intérêt des commissaires, qui ont longuement écouté les suggestions présentées par M. Laval.

Selon ce dernier, Hydro a écarté un peu trop rapidement la solution Sirros qui aurait permis de fournir une deuxième voie d'alimentation électrique au poste Saint-Césaire tout en bouclant la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu.

La solution nécessiterait le démantèlement de lignes actuelles de 120 kilovolts, et leur remplacement par des lignes à plus haut voltage, soit 230 kV ou 315 kV, selon le cas. La première relie le poste La Prairie, voisin du poste Hertel, et un poste qui devrait être construit, à Saint-Jean. La seconde fait le pont entre les postes Saint-Césaire et Iberville, de l'autre côté du Richelieu. Même s'il fallait élargir les emprises existantes pour passer des lignes plus puissantes, a-t-il estimé, la transformation de ces deux lignes en lignes bi-ternes (à deux circuits) de 315 kilovolts montées sur pylônes tubulaires, serait relativement plus facile, et plus écono-

mique, que la construction d'une ligne de 145 kilomètres, comme la ligne Hertel-Des Cantons, utilisant une emprise à construire de 80 mètres de largeur.

La solution nécessiterait enfin la construction d'un nouveau lien entre le futur poste Saint-Jean et le poste Iberville, au-dessus du Richelieu. Ce renforcement montréalais serait complété par une troisième transformation de ligne 120 kV en ligne 230 kV, bi-terne, entre les postes Saint-Césaire et Hériot, près de Drummondville.

Selon M. Laval, le renforcement de Montréal pourrait aussi se réaliser de la même façon, en désaffectant une des lignes de 120 kilovolts entre la centrale Beauharnois et le poste Aqueduc, sur le territoire de la ville de LaSalle. Ce renforcement pourrait être encore plus efficace en tendant une ligne à 315 kilovolts entre le poste Châteauguay et Beauharnois, dans le corridor d'une quatrième ancienne ligne à 120 kV.



Un gagnant montréalais

Gilles Desjardins, résidant du quartier Rivière-des-Prairies, a eu la surprise de sa vie le 26 août quand il a décroché le gros lot de cinq millions du lotto 6/49. M. Desjardins, père de trois enfants, songe maintenant à vendre son entrepôt, acheter un appartement, voyager et profiter pleinement de sa nouvelle vie de retraité.

Ligne Hertel-Des Cantons : la demande d'injonction des citoyens en délibéré

YVES BOISVERT

Le juge Jules Blanchet, de la Cour supérieure, a mis en délibéré la demande d'injonction des citoyens du Val-Saint-François qui veulent empêcher Hydro-Québec de construire la ligne de transport d'électricité Hertel-Des Cantons, entre La Prairie et Windsor, dans les Cantons de l'Est.

Les avocats d'Hydro-Québec, du gouvernement et de la Coalition des citoyens et citoyennes du Val-Saint-François ont plaidé jusqu'à 17h15, hier, au palais de justice de Montréal. Le juge Blanchet devrait rendre sa décision sous peu.

Me Richard Wagner, un des avocats d'Hydro, a répliqué aux arguments contenus dans la requête des citoyens. D'abord, a-t-il dit, à cette étape des procédures, le tribunal a l'obligation de présumer que les décrets autorisant les travaux sans étude environnementale sont valides. Il faudrait d'abord les faire déclarer illégaux ou inconstitutionnels avant d'accorder une injonction.

Or, accorder une injonction causerait un préjudice irréparable à Hydro et à la société québécoise, de plaidier Me Wagner. Des contrats de 40 millions ont déjà été accordés à des entrepreneurs. Huit pylônes sont installés. Il faut que la partie de cette ligne entre Saint-Césaire et Des Cantons soit prête cet hiver pour renforcer le réseau en cas de tempête de pluie verglaçante, plaide Me Wagner.

Tous les citoyens touchés obtiendraient une compensation, souligne-t-il. Selon Me Wagner, la coalition n'est pas un groupe représentatif : trois personnes l'ont incorporée et neuf autres ont inscrit la requête en Cour supérieure. Or, sur les 162 propriétaires touchés par les travaux (qui s'étalent sur 145 km), déjà 124 ont donné leur accord. Les 38 autres sont en négociation. « Alors, cette coalition représente qui ? » demande-t-il.

L'avocat ajoute qu'il n'y a pas de « coupe à blanc » ni de tranchées et que l'on a soigneusement évité les érablières. Il estime que s'il y a urgence, elle a été créée artificiellement par le groupe, qui aurait pu agir bien avant.

Me Michel Yergeau, également avocat d'Hydro, renchérit en disant qu'il pourrait y avoir « des conséquences dramatiques si l'on retarde un tant soit peu les travaux ». L'enjeu est « socialement immense », dit-il. La Montérégie est trop vulnérable actuellement et il faut renforcer le poste Saint-Césaire.

Me Franklin S. Gertler, l'avocat de la coalition, a répliqué que si les citoyens ont tardé à déposer leur requête, c'est que les pourparlers avec Hydro et le gouvernement leur ont donné jusqu'à récemment l'espoir d'une solution. Il signale qu'Hydro n'a obtenu l'autorisation officielle que le 5 août.

Si le tribunal n'accorde pas l'injonction immédiatement, les citoyens n'auront aucune chance de se faire entendre avant plusieurs mois. Il plaide qu'il faut éviter de gaspiller des fonds publics dans un projet qui pourrait être déclaré illégal. Il dit aussi que la façon d'agir en cas d'urgence est de convoquer l'Assemblée nationale, pas de faire des décrets pour contourner les lois.

FABRICVILLE

Retour à la couture

NOUVEAUX TISSUS D'AUTOMNE En Solde!

MOLLETON
Arctique
IMPRIMÉ
150 cm. 100% polyester

12⁹⁹
m
Prix cour. 19,99m

PLUS GRANDE
SÉLECTION
DE
MOLLETON
EN
VILLE!

MOLLETON
Arctique UNI
150 cm. 100% polyester
10⁹⁹
m
Prix cour. 14,99m

MOLLETON Anti-boulochage
IMPRIMÉ
Peau d'agneau
150 cm. 100% polyester
14⁹⁹
m
Prix cour. 19,99m

VELOURS CÔTELÉ
imprimé ou à
larges rayures
115 cm. 100% Coton

10⁹⁹
m
Prix cour. 14,99m

CHALLIS DE RAYONNE
imprimé grande largeur
150 cm. 100% rayonne
7⁰⁰
m
Prix cour. 9,99m

POLYESTER IMPRIMÉ
Bogart
118 cm. 100% polyester
8⁹⁹
m
Prix cour. 12,99m

FUJINETTE IMPRIMÉE
Sorrento grande largeur
150 cm. 100% rayonne
10⁹⁹
m
Prix cour. 14,99m

Assortiment de
IMPRIMÉS DE DÉCORATION
100% COTON
11⁹⁹
m
Prix cour. 14,99m

FABRICVILLE
La plus grande distributrice de tissus et bonneterie avec 170 magasins à travers le Canada

OUVERT DIMANCHE jusqu'à 17 h
CERTAINS MAGASINS SONT OUVERTS LE MERCREDI JUSQU'À 21 h

En raison du manque d'espace, tous les articles ne sont pas disponibles dans tous les magasins. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

PLAGE VERMILLES - 7276, rue Sherbrooke Est
SAC SCS-CATHERINE - 264, rue Ste-Catherine Ouest
NOTRE-DAME-DE-GRACE - 6444, avenue Comte
MONTREAL - 2098, boul. St-Basile
MONTREAL - 1178, rue Beaumont
LESALLE - 840, boul. Bonhomme
BOYBURY, L'AVIL
Place René-Corcoran - 1960, boul. de la Concorde
COCHET, L'AVIL
Salaires Laval - 1548, boul. Le Caribou
ST-LEONARD - 6864, rue Jean-Talbot Est
CENTRE ONCEFIELD PARK - 2514, boul. Taschereau
CENTRE REGIONAL CHATEAUGUAY - 200, boul. d'Anjou

(514) 483-6666
(514) 606-1821
(514) 483-2085
(514) 663-4888
(514) 737-4705
(514) 305-9506
(468) 663-1888
(468) 978-1212
(514) 899-8088
(468) 672-8884
(468) 899-6112



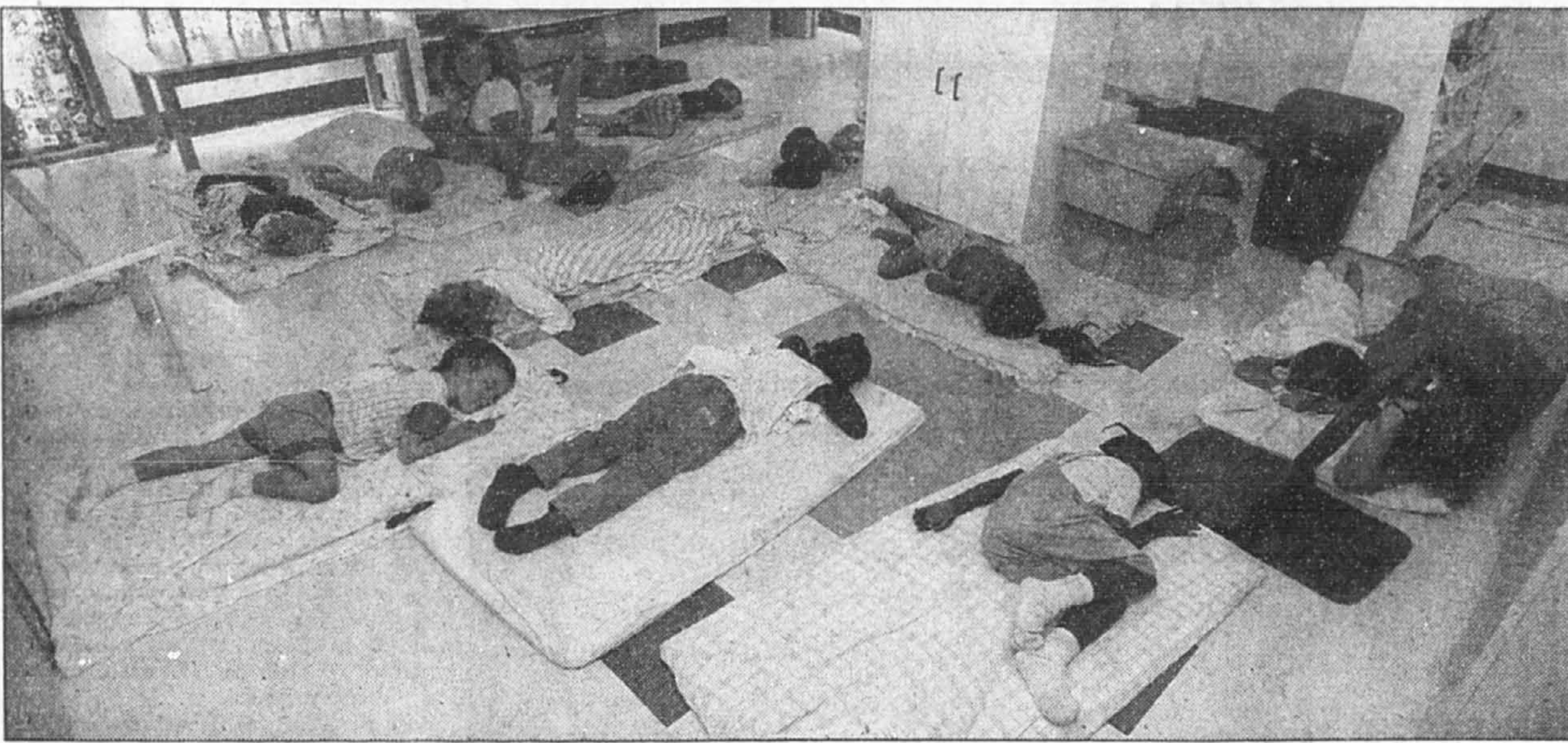


PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Les enfants, parfois, rien ne semblent les déranger. Pendant que leurs aînés discutent, eux font la sieste. !

Québec maintient le cap sur 85 000 nouvelles places

MARC THIBODEAU

Le ministère de la Famille et de l'Enfance se dit confiant de pouvoir respecter le calendrier prévu pour l'ouverture, sur une période de sept ans, de 85 000 nouvelles places dans les centres de la petite enfance de la province.

La porte-parole du ministère, Nicole Boily, a indiqué hier que le gouvernement avait déjà approuvé des projets devant entraîner l'ajout prochain de 20 000 places. « Nous prévoyons que 15 000 des 20 000 places déjà autorisées seront effectivement occupées par des enfants en mars 1999, comme le prévoit notre échéancier », dit Mme Boily. À l'heure actuelle, précise-t-elle, 3000 seulement se sont rajoutés à la liste des places existantes à l'échelle de la province. « L'annonce de l'objectif des 85 000 places n'a été faite qu'en avril dernier. Il faut du temps pour que ça se concrétise », prévient Mme Boily.

Le gouvernement n'ignore pas qu'entre-temps beaucoup de parents se butent à des portes fermées lorsqu'ils tentent de trouver une place dans une garderie. La ruée suscitée par les places à 5 \$ vient amplifier le problème. « C'est certain qu'il y a plus de parents qui se tournent vers le réseau en raison de cette mesure. Même si on a les budgets nécessaires pour le faire, il est très difficile pour l'instant de répondre à la demande, faute de place. C'est ce que nous voulons corriger », dit Mme Boily.

Selon Concertation interrégionale des centres de la petite enfance du Québec, qui regroupe 500 garderies, il n'est pas rare que des parents manifestent avec agressivité leur insatisfaction en essayant un refus.

« Ce sont nos administrateurs qui doivent alors leur expliquer la situation, même si ce ne sont pas eux qui sont en cause », déplore le coprésident de l'organisme, Mario Régis.

Les centres de la petite enfance pestent contre la bureaucratie

MARC THIBODEAU

Les centres de la petite enfance du Québec, aux prises avec de sérieux maux de tête administratifs en raison de l'implantation graduelle des places à 5 \$, demandent au gouvernement de revoir son calendrier pour couvrir dès l'année prochaine tous les enfants de moins de cinq ans.

Si rien n'est fait, le développement de nouvelles places en garderie risque d'être sérieusement affecté, prévient Mario Régis, coprésident de la Concertation interrégionale des centres de la petite enfance du Québec (CIRCPEQ), un organisme regroupant 500 centres de la petite enfance à l'échelle de la province.

« Les règles de financement sont si complexes que les centres ont de la mise à remplir leurs rapports financiers. Il faut simplifier tout cela rapidement de façon à alléger la tâche des administrateurs et leur permettre de s'attaquer au développement de nouvelles places », a indiqué hier M. Régis.

Le programme de places à 5 \$, qui cou-

vre actuellement les enfants de trois et quatre ans, doit normalement être « élargi » graduellement jusqu'en 2001 pour s'appliquer à tous les enfants de moins de cinq ans.

Cette approche, déplore le coprésident de la CIRCPEQ, oblige les administrateurs des centres de la petite enfance à gérer tant bien que mal divers modes de financement en fonction de l'âge des enfants. La confusion est telle que bon nombre de ces centres ignorent quelle est exactement leur situation financière et s'abstiennent de s'engager dans de nouveaux projets de développement.

André Rémillard, directeur du centre de la petite enfance du Carrefour, à Montréal, en témoigne. « Nous ne savons pas si, pour notre dernière année financière, on a fait un surplus de 21 000 \$ ou un déficit de 4000 \$. On attend les conclusions du ministère », indique-t-il.

La CIRCPEQ estime que l'élargissement rapide du programme des places à 5 \$ par le ministère de la Famille et de l'Enfance réglerait ce problème. Elle réclame de plus une aide financière et hu-

maine accrue pour permettre le développement de nouvelles places.

Au ministère, on se disait disposé hier à « simplifier » les modalités de calcul pour alléger la tâche des administrateurs. « Nous avons un comité qui doit bientôt soumettre des recommandations à ce sujet », a indiqué Nicole Boily, porte-parole dans ce dossier.

Pas question pour autant de revoir le calendrier d'implantation des places à 5 \$, prévient cependant Mme Boily, qui souligne l'impact financier d'une telle mesure.

Le gouvernement, dit-elle, est disposé par ailleurs à revoir ses façons de faire pour soutenir le développement de nouvelles places dans les centres de la petite enfance. « S'ils ont besoin d'une aide accrue du ministère, les ressources humaines sont disponibles », indique la porte-parole, qui ne croit pas à la nécessité de revoir les subventions prévues dans ce domaine.

« Jusqu'à maintenant, les montants semblaient relativement adéquats », dit-elle.

Double meurtre du Harvey's : procès reporté à nouveau ?

Déjà reporté au mois de mai parce que l'accusé a changé d'avocat après le choix du jury, le procès pour double meurtre de Sy Tuan Tran, 21 ans, pourrait être repoussé à une date ultérieure cet automne.

L'homme accusé d'avoir tué deux employés du Harvey's du chemin de la Côte-des-Neiges et d'avoir tenté d'en tuer une troisième, le 28 octobre 1996, n'a toujours pas trouvé d'avocat.

Un avocat étudie présentement le dossier et donnera sa réponse au juge Pierre Pinard, de la Cour supérieure, mardi prochain, date qui avait été prévue pour le début du procès. Même si l'accusé s'était fait ordonner de trouver un avocat pour le 8 septembre, il serait inapproprié de commencer un procès aussi important sans avocat de la défense, a dit le juge Pinard hier.

Le procès, où défileront 20 témoins pour la Couronne, devrait commencer au plus tard début novembre.

Fin du boycott de la voie réservée

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Après avoir ignoré lundi et mardi la voie réservée sur le boulevard des Laurentides à cause de l'absence de marquage sur la chaussée, les autobus de la Société de transport de Laval (STL) vont l'emprunter à nouveau aujourd'hui car des policiers seront postés aux intersections névralgiques.

La non-utilisation de la voie réservée conduisant au terminus de Montréal de la STL faisait perdre de 15 à 30 minutes aux usagers.

La STL a décidé vendredi, à la suite d'un accrochage survenu entre un autobus et un autre véhicule, de ne plus faire circuler ses autobus sur la voie réservée tant et aussi longtemps que le marquage n'aura pas été refait. Les lignes jaunes indiquant la voie réservée ont disparu quand le pavage du boulevard des Laurentides a été refait. « La Ville n'a pu refaire les lignes à cause des conditions météorologiques », explique Michel Leboeuf, de la STL. Pour que la peinture tienne, il ne faut pas qu'il pleuve avant un certain nombre d'heures.

Il a ajouté que c'est aux intersections que le danger est le plus grand parce que des automobilistes effectuent des virages à des endroits où ils ne sont pas censés le faire. « Nous avons demandé que des policiers soient placés à ces intersections l'heure de pointe jusqu'à ce que le marquage soit refait », a précisé M. Leboeuf.

SOLARIUMS
TROIS ET QUATRE-SAISONS

FINANCEMENT DISPONIBLE À PARTIR DE 49\$ PAR MOIS
SITE INTERNET ZYTCO.COM
OUVERT LE SAMEDI
TÉLÉPHONEZ SANS TARDER...

Zytco
SPECIALISTE DU SOLARIUM

4940 Bois-Franc, St-Laurent, Qc, H4S-1A7
(514) 335-2050
(800) 361-9232

SHARKS
la boutique
LES SPÉCIALISTES DES « PLANCHES »

- Ensemble "Snowboard" Freestyle : planches, bottes, fixations, à partir de 199 \$
- Ensemble "Snowboard" alpin : planches, bottes, fixations, à partir de 399 \$
- Wakeboard complet avec fixations, à partir de 149 \$
- Wakeboard D'Brien - Buzz - avec fixations, liquidation 299,95 \$

313, boul. Cartier, Laval / 663-5543 / 1 800 473-5543

LAB Recherche Pharmacologique International Inc. effectue des essais cliniques pour l'industrie pharmaceutique à l'échelle mondiale. Nous recherchons présentement des volontaires pouvant participer à l'un de nos essais pour un nouveau traitement.

Souffrez-vous de PSORIASIS ?
Vous devez répondre à tous les critères de sélection suivants :
- souffrir de psoriasis modéré ou grave
- être âgé entre 18 et 70 ans (homme ou femme)

Rémunération offerte
Pour plus de renseignements concernant cet essai, communiquez avec nous au :
(514) 485-2884, poste 354 (Montréal) ou au 1-800-298-2884, poste 354
Du lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h

BusinessWay Centres d'Ordinateurs

WOW! Pentium II 266 Mhz
SEULEMENT 999\$

- Intel Ciel 266 Mhz
- Carte Mere LX440 ATX
- 32 Mo Mémoire
- Disque dur 3.2 Go
- 2 Mo Carte Video
- Carte de Son 16bit
- CD-rom 34x
- Moniteur 15" SVGA

3 MOIS pour payer SANS INTERETS*
3 ANS de Garantie*

5 magasins
Centre Ville 1258 rue Guy 939-1500
Montreal 1490 Sauve O. 336-9393
D.D.O. Galerie des Sources 684-0030
Laval 545 St-Martin O. 668-4242
Brossard 5811 Taschereau 445-1234

Visitez notre site web à www.BUSINESSWAY.com

SERVICES À DOMICILE

OFFRE DE NETTOYAGE DE MEUBLES ET DE MOQUETTES!
UNE SEMAINE SEULEMENT!

Qualité, service et prix avantageux à la Baie

13\$ par pièce
quand vous faites nettoyer 2 pièces à la vapeur.
solde: 26\$ Prix après solde : 36\$

Vos moquettes resplendiront de fraîcheur et de propreté.

Valeur exceptionnelle! Rabais de 45\$
74\$ maison au complet*
*5 pièces, 13 marches et 1 vestibule nettoyés à la vapeur
Prix après solde : 119\$

Nous vous recommandons la **MÉTHODE DE NETTOYAGE DE LUXE EN 2 ÉTAPES** pour les moquettes qui n'ont pas été nettoyées professionnellement depuis au moins 12 mois. Seulement 10 \$ de plus par pièce.

NETTOYAGE DE CANAPÉ
39\$ pour un canapé
Prix après solde : 49\$

Nos méthodes de nettoyage sont adaptées à chaque tissu, pour de meilleurs résultats. Frais additionnels pour le nettoyage à sec et pour les tissus en coton haillon, les canapés modulaires et les coussins de dossier non attachés.

APPELÉZ DU LUNDI AU SAMEDI ENTRE 8 H ET 18 H

Montréal (514) 339-5420
Sherbrooke (819) 820-1417
Trois-Rivières (819) 378-8480
Drummondville/Victoriaville (819) 474-8007

Traitement de protection des fibres offert moyennant des frais additionnels. Renseignez-vous sur notre trousse de détachage Stainolution™. Le vestibule est limité à 10 pieds linéaires et doit être attaché. Les pièces de plus de 200 pieds carrés comptent pour 2 pièces ou plus. Frais / Additionnels pour les tissus spéciaux, le coton haillon, les coussins non attachés et les meubles modulaires. Les offres expirent le 5 septembre 1998.

Université de Montréal

L'anglais, un « must »

Cet automne, la Faculté de l'éducation permanente offre des cours de 45 heures comptant pour 3 crédits. Trois options vous sont offertes: en semaine le matin ou le soir, ou encore le samedi matin.

- Conversation**
Parler anglais
- Reading**
Lire l'anglais
- Writing workshop**
Écrire l'anglais
- Scientific and Technical Writing**
Anglais relié au domaine scientifique
- Business**
Faire affaire en anglais
- Health Care Professionals**
Anglais relié au domaine de la santé

Test de classement obligatoire.
Coût : 266,83\$
Acceptons

Renseignements (514) 343-6090

Aucun diplôme requis
Date limite d'inscription Le mercredi 9 septembre

Des cours de français langue seconde sont également offerts.

Actualités

« On ne salira pas la réputation de Longueuil »

Le maire Gladu promet d'attirer dans sa ville 200 millions d'investissements privés

MARTHA GAGNON

Lors du lancement officiel de sa campagne électorale hier soir, devant près de 1000 personnes, le maire Claude Gladu a prévenu ses adversaires qu'il ne « tolérerait pas que l'on salisse la réputation de Longueuil » et s'est engagé à attirer 200 millions d'investissements privés au cours des quatre prochaines années.

Devant une foule de partisans réunis à la Place Desaulniers, entouré de son équipe de candidats formée de huit femmes et neuf hommes, M. Gladu a projeté l'image d'un candidat confiant et peu ébranlé par les récentes plaintes du Directeur général des élections concernant des contributions qui auraient été versées illégalement lors des élections municipales de 94.

Avant de prononcer son discours, M. Gladu a déclaré à *La Presse* qu'il ne croyait pas que cela pouvait nuire à sa campagne. À son avis, les gens « ne sont pas dupes et se méfient de ce genre de choses qui surviennent deux mois avant les élections. Il y a des accusations qui vont sans doute tomber. Imaginez, dans un cas, on me reproche simplement d'avoir remis à l'agent officiel du parti un chèque de ma soeur et de mon beau-frère. »

Dans son discours, le maire a décoché plusieurs flèches à l'endroit de sa rivale de l'Alliance de Lon-



Claude Gladu, accompagné de sa femme, a lancé officiellement sa campagne électorale hier soir.

PHOTO RÉMI LEMÉE, La Presse

gueuil, Gisèle Hamelin, qu'il accuse de noircir injustement l'image de la ville. « Si elle n'est pas heureuse ici, qu'elle déménage. Nous on veut rester. À l'entendre, il n'y a rien de bon à Longueuil. Elle charrie un peu trop ; ça commence à dépasser les bornes ! En plus, elle promet une baisse de taxes, alors qu'en 94, son parti jugeait impossible le gel des taxes que nous avons réalisés. »

M. Gladu a aussi insisté sur le cheminement politique de M^{me} Hamelin. « En 1994, elle a été congédiée de son parti et en a formé un autre. Elle a perdu les élections. Aujourd'hui, elle se présente avec l'Alliance, un parti qui l'a combattue et qui a dans ses rangs des conseillers ayant déjà voté contre elle. Qui voudra élire un chef qui a changé trois fois de parti ? »

Il accuse aussi M^{me} Hamelin de raconter des « histoires farfelues » sur le manque de transparence de l'administration. « Lors de la dernière campagne électorale, elle a été jusqu'à dire que la police de Longueuil et la Sûreté du Québec devaient être sur leurs gardes afin d'empêcher que des boîtes de documents incriminants disparaissent de l'hôtel de ville. Mais les gens ne

croient pas ces histoires. »

Lorsqu'il fait le bilan de son administration, le maire Gladu affirme avoir le « sentiment du devoir accompli ». Il souligne le fait qu'en 1997, « la Ville a consacré des dépenses par individu de 933 \$, ce qui est inférieur aux autres villes de plus de 50 000 habitants, où la moyenne est de 1489 \$ par personne. Il y a aussi la dette à long terme qui est passée de 172 millions en 94 à 160 millions en 98. Et la valeur des permis de construction a fait un bond, atteignant près de 40 millions en 97 comparativement à 16 millions en 96. »

Pour appuyer ses dires, le maire cite l'agence de crédit Canadian Bond Rating, qui affirme que « malgré le contexte économique difficile, le bilan financier de Longueuil témoigne d'une capacité de gestion au-dessus de la moyenne ». Selon lui, ces résultats ont pu être atteints grâce à un « contrôle budgétaire serré et un travail soutenu de planification du territoire et du développement économique ».

En plus d'un gel du compte de taxes jusqu'en 2002, M. Gladu promet de dévoiler au cours de la campagne d'importants projets qui entraîneront des investissements de 200 millions au cours des prochaines années. Il laisse entendre que ces investissements auront lieu dans le centre d'affaires régional où s'est implanté dernièrement le Loblaw et aussi près du métro.

« Alors que mes adversaires s'acharnent à salir la réputation de notre ville, nous allons orienter notre campagne électorale sur la fierté des citoyens de vivre à Longueuil. Et nous allons montrer que les promoteurs n'ont pas peur d'y investir », a déclaré M. Gladu à *La Presse*.

Regain de popularité du camp spatial au Cosmodôme de Laval

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Le Cosmodôme de Laval a enregistré au cours des sept premiers mois de l'année une augmentation de 58,1 % des séjours au camp spatial par rapport à l'année dernière. Par contre, l'achalandage quotidien a légèrement diminué pour la même période.

Afin d'attirer plus de visiteurs, une campagne publicitaire sera bientôt entreprise annonçant principalement que le Cosmodôme s'est doté de nouvelles pièces d'équipement

de la plus haute technologie.

Pour ce qui est des séjours dont la durée se situe entre deux et six jours, 85,9 % des participants proviennent du Canada et 13,5 % du nord-est des États-Unis.

Lors de son entrée officielle à titre de président du conseil d'administration du Cosmodôme, lundi soir, Claude Legault a annoncé la composition de cette instance de l'organisme sans but lucratif. Des 12 membres, il ne reste que trois personnes de l'an-

ancien conseil d'administration : Dominique Fortier, Michel Giroux et Claude Asselin. Ce dernier est directeur général de Laval.

La création du nouveau conseil d'administration a été constituée en vertu de résolutions adoptées en mai dernier par Laval, propriétaire du complexe qui comprend le camp spatial et le centre des sciences de l'espace. On y retrouve des membres nommés par Laval, les gouvernements fédéral et provincial, et la Banque Nationale.

M. Legault a profité de l'occasion pour annoncer que dans le but de susciter plus d'intérêt, un programme de week-end pour les parents et leurs enfants sera disponible à compter du 30 septembre. Il comprendra notamment l'expérimentation d'une mission spatiale.

Claude Legault est président et chef d'exploitation de SITQ Immobilier après avoir occupé durant 18 ans le poste de président de la Régie des rentes du Québec.

Matinée mouvementée pour la police de Laval

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

La police de Laval a connu hier une matinée passablement mouvementée. Après avoir dû procéder à des évacuations dans le quartier Sainte-Rose à la suite de la découverte dans une boîte aux lettres de ce qui semblait être un engin explosif, il lui a fallu prendre en chasse un voleur de banque dans le secteur Vimont.

Vers 9 h 30, un facteur qui allait déposer du courrier à l'angle des rues Antoine-Plamondon et Paul-Émile-Borduas a cru apercevoir un bâton de dynamite relié à une pile. Les policiers lavallois, après avoir vu l'objet, ont jugé bon de faire évacuer une quinzaine de maisons en attendant les artificiers de la Sûreté du Québec.

Après avoir revêtu une combinaison de protection, un spécialiste de la SQ s'est approché des boîtes aux lettres et il a attaché le colis à un crochet relié à une longue corde. Une fois de retour à son véhicule, il

a tiré sur la corde et le colis est tombé sur la chaussée.

Il était composé d'un cylindre de carton relié à une pile. « Les experts de la SQ nous ont dit que ça ressemblait à un véritable engin explosif », a indiqué le sergent Réjean Simard, des affaires publiques de la police de Laval.

Pendant qu'il dirigeait ses hommes sur la scène de la découverte du colis suspect, le lieutenant Louis Beshara a été informé du fait que des agents avaient surpris un voleur qui venait de commettre un vol qualifié à la succursale de la Banque Nationale du 2175, boulevard des Laurentides. Un passant avait prévenu la police.

Après avoir sauté par-dessus deux comptoirs dans l'établisse-

ment, le voleur s'est appuyé sur un homme de 77 ans qui a subi un choc nerveux et a dû être transporté en ambulance à l'hôpital. À sa sortie de la banque, le voleur a été pris en chasse et la poursuite s'est terminée plusieurs kilomètres plus loin par la capture du suspect. Se voyant coincé rue des Crécerelles, dans le quartier Sainte-Rose, le fuyard a décidé d'abandonner son auto et de prendre la fuite à pied.

Dans l'auto, les policiers ont trouvé un bas de nylon, un faux revolver et une somme de près de 1000 \$, correspondant au montant volé à la banque.

Le suspect a été identifié comme étant Steve Aubry, 27 ans, libéré de l'institut Leclerc, une prison fédérale, le 10 août, et contre qui un mandat d'arrestation a été émis le 19 août pour ne pas s'être présenté à son agent de probation. La police de Laval le soupçonne d'avoir perpétré plusieurs vols et toute personne pouvant aider les policiers est priée de communiquer au 662-4636.



Steve Aubry

Un homme de 74 ans et son fils de 49 ans accusés de crimes sexuels remontant à 20 ans

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Un homme de 74 ans et son fils de 49 ans ont été remis en liberté sous condition hier, à Laval, après avoir été accusés de crimes sexuels remontant à 20 ans sur une fillette de neuf ans au moment des faits.

Jean-Paul Ferland a été arrêté lundi par la Sûreté du Québec à son domicile de Saint-Adolphe-d'Howard, tandis que son fils, Maurice, a été appréhendé à Laval.

Après avoir passé la nuit en cellule, ils ont comparu devant le juge Paul Chevalier, de la Cour du Québec.

Le 15 juillet dernier, un procureur au palais de justice de Montréal a autorisé des accusations de viol, d'avoir eu des rapports sexuels, d'attentat à la pudeur et de grossière indécence soient portées contre Jean-Paul Ferland, qui était

âgé de 54 ans au moment où ces crimes auraient été commis. Quant à son fils, alors âgé de 29 ans, il est accusé d'avoir tenté de commettre des viols et d'attentat à la pudeur.

Tous ces délits auraient été commis entre le 1^{er} avril 1977 et le 1^{er} août 1978 alors que le père avait la garde de la fillette, qui a 29 ans aujourd'hui.

La Couronne a autorisé ces plaintes après avoir discuté avec des policiers de la Communauté urbaine de Montréal qui venaient de recevoir les confidences de la victime.

Même si cette histoire sera débattue à Laval, elle sera dirigée par un substitut du procureur général rattaché au palais de justice de Montréal parce qu'au moment de la commission des crimes, le district judiciaire de Laval n'existait pas.

Têtes d'affiche

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse lance un appel de candidatures pour l'attribution, dans chacune des 17 régions du Québec, d'un prix Droits et Libertés pour une réalisation sur le plan régional. Ces prix régionaux seront attribués exceptionnellement pour marquer le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Individus, organismes, entreprises et municipalités s'étant engagés dans la promotion et le respect des droits individuels peuvent être mis en candidature avant la fin de ce mois. Renseignements pour la région de Montréal : Communication-Québec, complexe Desjardins, ou Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, a/s Carla Gasparini, 360, rue Saint-Jacques, 2^e étage, Montréal (Québec) H2Y 1P5. Tél. 873-5146.



François Laroche

Art en direct présentera les œuvres d'une cinquantaine d'artistes, les samedi et dimanche 12 et 13 septembre, dans le Vieux-Terrebonne et l'Île-des-Moulins, ainsi qu'un encan (dimanche à 15h) au profit du Centre jeunesse Terrebonne. Cette activité artistique, qui se double cette année d'un appui des artistes à la cause de la maison des jeunes de Terrebonne, est sous la présidence d'honneur de l'artiste Jean-Louis Mireault. Parmi les artistes locaux auxquels s'ajoutent des artistes des régions environnantes, il y aura Marc Lincourt, Conrad Therrien, Jacques Sévigny et Gérard Castonguay. Renseignements : (450) 964-5598.

Le septième tournoi de golf de la Société canadienne de l'hémophilie, qui s'est tenu sous la présidence d'honneur du hockeyeur Stéphane Quintal, a permis de recueillir 15 000 \$. Deux figures de la scène politique, Daniel Johnson et Gilles Duceppe, y ont croisé le fer. François Laroche, président de la section québécoise de la Société canadienne de l'hémophilie, a fait savoir

que les profits de ce tournoi de golf serviront à implanter une colonie de vacances pour les jeunes hémophiles, de même qu'au maintien des programmes de soutien des personnes affectées par le scandale du sang.

Richard Séguin poursuit son engagement en faveur de Carrefour pour elle, une maison d'aide et d'hébergement pour femmes et enfants victimes de violence conjugale, en présentant pour la huitième année consécutive un spectacle-bénéfice spécialement conçu pour l'occasion. Cette année, il sera entouré de Luce Dufault, Claire Pelletier, Judi Richards, Pierre Verville et d'un quatuor à cordes. Le spectacle aura lieu le samedi 14 novembre, au Théâtre de la Ville, à Longueuil. Coût : 35 \$. Renseignements : (450) 651-5810.

Visite des communautés culturelles du Centre-Sud, organisée par l'Écomusée du fier monde, ce dimanche de 10h30 à 15h30. La randonnée comprend un repas mexicain et l'accompagnement d'un

guide. Coûts : 23 \$, familles 50 \$. Renseignements : 528-8444. Une visite guidée du Faubourg à m'lasse, est prévue pour les dimanches suivants, 13 et 27 septembre, et 11 octobre.



Mario Tajilac

Les 34 cardiologues de l'Institut de cardiologie de Montréal ont un nouveau directeur, le Dr Mario Tajilac. Avant d'être nommé responsable du département de médecine, le docteur Tajilac était chef du service d'électrophysiologie de l'Institut. Il y a contribué à de nombreuses recherches sur la prévention et le traitement des arythmies cardiaques. Il est également professeur de clinique à l'Université de Montréal.

Jean Grégoire, qui peint des paysages québécois depuis des lunes, à 85 ans, exposera ses œuvres

à la galerie des Petits frères des pauvres (1380, rue Gilford), du 10 au 24 septembre. En plus de démontrer que la créativité n'a pas d'âge, cette exposition est une occasion d'encourager l'oeuvre des Petits frères des pauvres, à l'intention des personnes très âgées, seules et démunies. Renseignements : 523-8280.

Le fabricant d'automobiles Saturn, en collaboration avec son concessionnaire montréalais et ses clients, procédera au lancement d'un programme éducatif à l'intention des élèves des 2^e et 3^e cycles du primaire, les 12 et 13 septembre au parc-nature de l'île de la Visitation. Ce programme éducatif, commandité par Saturn, a été conçu par Cité Historia pour le site historique du Sault-au-Récollet. Il vise à développer l'intérêt pour l'histoire et la géographie.

Adressez vos communiqués à :
Têtes d'affiche
La Presse, 7, rue St-Jacques
Montréal H2Y 1K9

Denis LAVOIE

Montréal métro

Le voyage de Bourque en Chine reste obscur

PIERRE GINGRAS

La Commission de l'éthique du conseil municipal de Montréal a rejeté hier la demande de l'opposition qui voulait faire toute la lumière sur le voyage du maire Bourque en Chine durant le temps des Fêtes.

Les trois membres d'Équipe Bourque-Vision Montréal qui siègent à la Commission ont rejeté la demande considérée comme frivole, au grand dam des deux autres commissaires, Louise Roy, de Nouveau Montréal, et Richard Théoret, du Rassemblement des citoyens de Montréal.

Mettant prématurément un terme à son voyage en raison de la crise du verglas, au début de janvier, le maire Bourque avait alors déclaré

à son arrivée qu'il était en vacances en Chine et qu'il en avait assumé les frais.

On devait découvrir peu après que le maire était allé à Shanghai à titre de consultant et que ses frais de séjour et de transport étaient payés par le gouvernement chinois. On ignore s'il a été rémunéré pour ses services. Il était accompagné à cette occasion par un conseiller politique en matière de communautés culturelles, Wen Qi, dont les frais

de voyage ont aussi été payés par la Chine.

La conseillère Helen Fotopulos, aujourd'hui d'Équipe Montréal, devait par la suite déposer une plainte officielle devant la Commission de l'éthique parce qu'elle estimait que le maire s'était placé en situation de conflit d'intérêts en acceptant ainsi une invitation de la Chine à titre privé. En effet, le maire est appelé à voter régulièrement sur des projets impliquant Montréal et la Chine.

Après son voyage, il avait voté pour la venue à Montréal de deux archivistes de Shanghai qui doivent passer quelques mois dans la salle des archives de l'hôtel de ville, une dépense de quelques milliers de dollars. Mme Fotopulos ex-

plique par ailleurs que le maire a aussi voté sur le projet conjoint Chine-Montréal sur la construction de deux portiques dans le quartier chinois, une facture qui devrait atteindre le million pour les contribuables montréalais.

Créée en 1992, la Commission de l'éthique a dû être réactivée pour étudier la requête de Mme Fotopulos. Jusqu'ici, elle n'avait jamais siégé faute de plainte. Une première réunion devait avoir lieu le 18 juin et les conseillers de Vision Montréal, Luc Larivée, Maurice Beauchamp et Anie Samson, avaient rejeté la plainte en invoquant sa frivolité, et la rencontre avait pris fin faute de quorum. Une autre réunion fut annulée pour la même raison en août. L'issue de

celle d'hier était donc prévisible.

« On ne saura donc pas qui a vraiment payé ce voyage et le rôle réel du maire Bourque dans cette affaire. C'est un manque de transparence inadmissible », a déclaré Louise Roy.

Le conseiller Maurice Beauchamp, qui présidait la réunion d'hier, s'est refusé à tout commentaire en indiquant que la rencontre s'était déroulée à huis clos et que les commissaires s'étaient entendus pour garder le silence. Mme Fotopulos a indiqué pour sa part que l'attitude des conseillers de Vision Montréal n'a fait que confirmer le culte qu'ils vouent à Pierre Bourque.

Une étude de la CUM montre les avantages du raccordement du boulevard Cavendish

HUGO DUMAS

Marvin Rotrand, le conseiller municipal de Snowdon, sourit plus facilement depuis quelques jours. En effet, celui qui se bat depuis 15 ans pour le raccordement du boulevard Cavendish, entre Côte-Saint-Luc et Saint-Laurent, tient entre ses mains une étude qui confirme que ce projet routier désengorgerait les quartiers résidentiels d'un important flot de circulation.

« Le prolongement va réduire le trafic dans les rues des quartiers résidentiels. Donc, ça va mettre la circulation où elle devrait être. Et toutes les villes (Montréal, Saint-Laurent, Côte-Saint-Luc et Mont-Royal) vont y trouver leur avantage », ajoute l'assistant-directeur du Service de la circulation et du transport de la Ville de Montréal, Yann Davies.

L'étude, menée conjointement par le ministère des Transports et la Communauté urbaine de Montréal (CUM) et déposée en mai 1998, révèle qu'entre 6 h et 9 h, 3600 automobiles circulent par heure sur le boulevard Cavendish, alors que 3000 véhicules effectueraient le même trajet, en sens inverse.

« C'est un très important flot de circulation. Il y a vraiment un besoin pour ce raccordement », constate M. Davies.

Présentement, le boulevard Cavendish se termine en cul-de-sac, près de la rue Wallenberg, à Côte-Saint-Luc. Il se redéploie ensuite à l'embranchement de la rue Dalton, à Saint-Laurent.

Effets sur la circulation

L'étude révèle qu'à long terme, environ 40 % des utilisateurs du

boulevard Cavendish proviendraient de la municipalité de Côte-Saint-Luc. Et le raccordement n'influencera pratiquement pas la circulation des camions lourds et légers sur cette voie rapide. Ils n'ont pas tendance à traverser les quartiers résidentiels en heure de pointe.

Les résidents de Côte-Saint-Luc ne seraient donc plus forcés d'emprunter le boulevard Décarie pour se rendre à Saint-Laurent, peut-on lire dans l'étude. Pour le quartier Côte-des-Neiges, on prévoit très peu d'effets sur la circulation, sauf pour d'éventuelles congestions, boulevard Décarie.

Dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, l'étude démontre une baisse modérée du trafic dans les deux directions sur les chemins de la Côte-Saint-Luc (-30 %) et Fleet (-20 %), tandis qu'à Saint-Laurent, les futurs résidents du Nouveau Saint-Laurent et du secteur Bois-Franc bénéficieraient de ce nouveau raccordement pour se diriger vers le sud. Mais le trafic risque aussi de doubler, chemin de la Côte-Vertu.

Du côté de Mont-Royal, la construction du lien Cavendish-Royalmount faciliterait les déplacements vers l'ouest de l'île, mais doublerait le trafic sur l'avenue Royalmount, à l'ouest de Devonshire.

« Les opposants au projet étaient très démagogues. Avec ce rapport et des chiffres, le débat sera maintenant plus serein », pense M. Rotrand, qui estime à 20 millions le coût total des travaux de raccordement du boulevard Cavendish.

Opposé au projet, le maire de Côte-Saint-Luc, Bernard Lang, n'a pas voulu commenter l'étude.



Depuis plus d'un an, Mme Monique Lanthier tente de retracer une statue de Notre-Dame de Montréal dont la basilique a heureusement conservé cette réplique en plâtre.

Avis de recherche: où est passée la statue de Notre-Dame de Montréal?

LILIANNE LACROIX

Conscients que l'oeuvre revêt une importance particulière pour l'église Notre-Dame, les dirigeants de la fabrique recherchent activement une sculpture sur bois intitulée Notre-Dame de Montréal et réalisée en 1942, pour le tricentenaire de Montréal, par Mme Sylvia Daoust, alors professeure à l'École des Beaux-Arts de Québec.

Depuis des années déjà, on a perdu trace de l'oeuvre. Un appel lancé il y a quelques années par l'artiste est resté sans écho.

C'est dans le cadre d'un concours organisé par la Fédération nationale Saint-Jean Baptiste, une organisation de femmes d'affaires locales, que Mme Daoust a entrepris sa sculpture, qui a enlevé le premier prix.

« La statue en bois, haute de trois pieds et demi est de beau style et d'une grande simplicité, décrit-on en septembre 1942 dans le journal L'Action catholique. Comme on

peut le remarquer, la Vierge porte un ample manteau rappelant la manière dont s'habillaient les Amérindiennes. Le petit Jésus qu'elle porte dans ses bras tient dans ses petites mains le fort de Ville-Marie. »

Exposée dans la basilique Notre-Dame quand elle a gagné le concours, la statue a ensuite été récupérée à la Fédération. « C'est là qu'on perd sa trace, dit Mme Monique Lanthier qui effectue les recherches. Lors de la dissolution de l'organisme, rue Sherbrooke, aurait été vendue et les biens éparpillés. Certains croient que la statue a été confiée au chapelain, mais il est décédé et son exécuteur testamentaire n'en a jamais entendu parler. »

La fabrique de l'église Notre-Dame n'en fut elle-même jamais propriétaire.

Sylvia Daoust, qui a maintenant 96 ans et qui a enseigné la sculpture pendant plus de 40 ans à Québec puis à l'École des Beaux-Arts de

Montréal, a réalisé jusqu'à un âge fort avancé de nombreuses sculptures dont certaines occupent des places de choix. Sa Marguerite Bourgeoys et sa Marguerite d'Youville furent installées dans le chœur de la basilique et Jeanne-d'Arc à l'Oratoire. Une pièce représentant Marie-Victorin orne le Jardin botanique. Les musées, églises, couvents recèlent aussi plusieurs de ses oeuvres. Dans le bureau du curé de Notre-Dame, on trouve même une réplique en plâtre de la statue recherchée.

« Des représentations de Notre-Dame, on en a déjà beaucoup à la basilique, admet Mme Lanthier. Mais nous sommes la plus ancienne paroisse de Montréal et dans cette perspective, une représentation de Notre-Dame de Montréal prend vraiment une signification particulière. »

Quiconque peut fournir des renseignements au sujet de la statue est prié de communiquer avec Mme Lanthier au 842-2925.

loto-québec résultats

Banco
Tirage du 98-09-01
6 16 17 18 21
22 24 25 26 35
37 40 46 49 52
63 64 66 68 70
NUMÉRO: 131758

Quinté
Tirage du 98-09-01
7 3 4
8889

Extra
Tirage du 98-09-01
NUMÉRO: 131758

Les modalités d'encasement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de dispute entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Converlang
école de langues postmoderne
accréditée par Emploi-Québec (SQDM)

ANGLAIS
COURS DE CONVERSATION
• 3 à 7 personnes max. • admission continue

INTENSIF
25 h/sem. • 135 \$/sem.
Possibilité de soutien financier de l'assurance-emploi

Et à temps partiel: matin, après-midi, soir • 190 \$/30 h

5268, av. du Parc
www.converlang.com 278-5309

40 ANS
DE
COOPÉRATION
INTERNATIONALE

CECI

Tel.: (514) 875-9911
http://www.ceci.ca/ceci/

HEATON OITECH JOFA VIC **TITAN KOHO Canadian** **DEASTON**

LA VENTE LA NANCE **ESCOMPTE**

MISSION BAUER CCM Cooper **CHRISTIAN DR SHER WOOD VAUGHN**

BÂTONS DE HOCKEY
TITAN 9000,
KOHO 7000 ET
CANADIEN 6000
AU CHOIX

CASQUE DE HOCKEY SK2000
APPROUVÉ ACNOR
rég: 59.99

PATINS C.C.M. TACKS TT255
ENFANT rég: 109.99
LANCE-ESCOMPTE 99.99
GARÇON rég: 129.99
LANCE-ESCOMPTE 109.99
ADULTE rég: 189.99
LANCE-ESCOMPTE 169.99

ITECH COMBO
VISIÈRE ET GRILLE
ITECH 920
rég: 51.99

DEUX POUR 24.99

19.99

99.99 ENFANT

44.99

ÉQUIPEMENTS DE GARDIEN DE BUT:
3 MAGASINS SPÉCIALISÉS DANS
L'ÉQUIPEMENT DE GARDIEN DE BUT
LAVAL-DEO-GREENFIELD PARK.
NOUS VENDONS LES MEILLEURES MARQUES:
BRIAN'S, VAUGHN, HEATON, KOHO, BAUER,
FERLAND, D&R, COOPER.

JUSQU'À 40%
DE RÉBAIS SUR PLUSIEURS MODÈLES
DES ANNÉES ANTERIEURES.

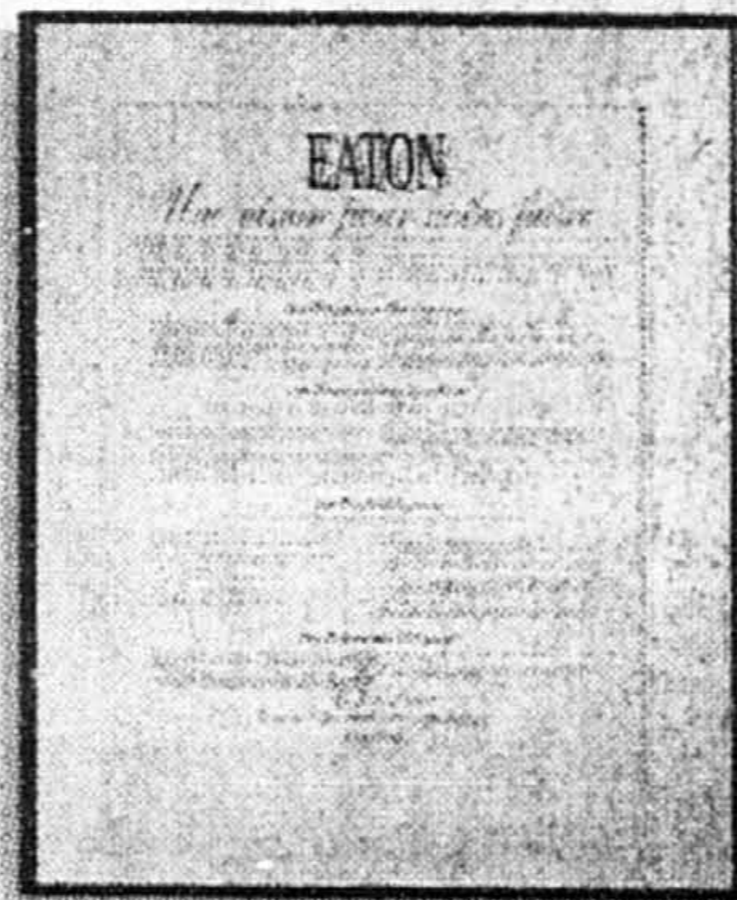
À L'ACHAT DE DEUX BÂTONS DE HOCKEY DE VOTRE CHOIX OBTENEZ 20% DE RÉDUCTION SUR LE PRIX RÉGULIER

Sports ROUSEAU

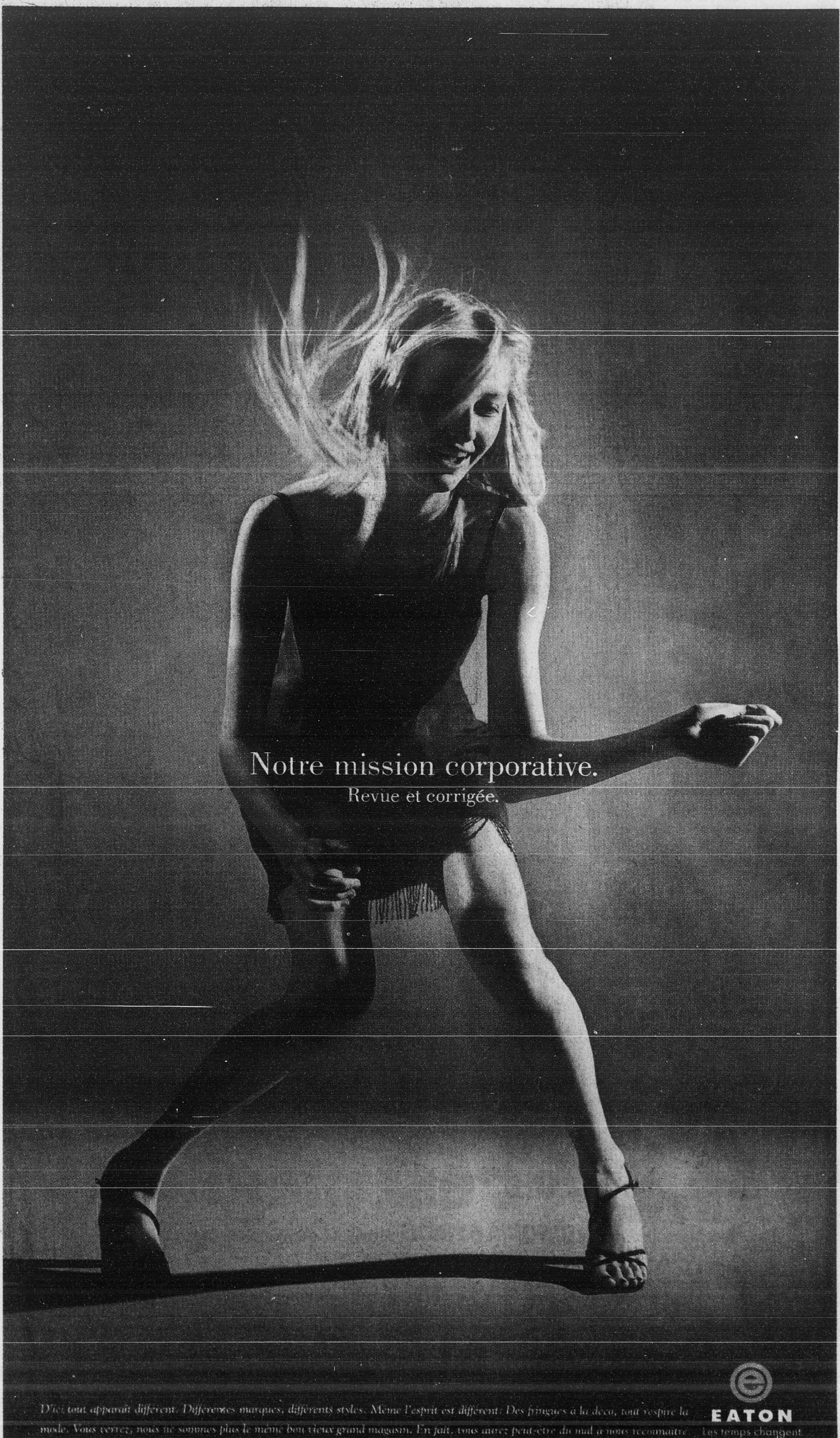
Maintenant ouvert le dimanche de 9h00 à 17h00

VILLE ST-LAURENT 612, boul. Ste-Croix 747-6072
POINTE-AUX-TREMBLES 12510, rue Sherbrooke Est 645-1291
DOLLARD-DES-ORMEAUX 2597, boul. St-Jean 626-7235
GREENFIELD-PARK 3263, boul. Taschereau 926-0660
MONTRÉAL 5916, rue Papineau 274-4429
LAVAL 382, boul. des Laurentides 669-2929

Heures d'ouverture: lundi à mercredi de 9h30 à 18h00, jeudi et vendredi de 9h30 à 21h00, samedi de 9h00 à 17h00, dimanche de 9h00 à 17h00.
Prix en vigueur jusqu'à épuisement de la marchandise ou jusqu'à dimanche 27 septembre 1998.
Les modèles, couleurs et grandeurs ne sont pas nécessairement disponibles dans tous nos magasins. Les produits illustrés servent à titre de référence seulement et peuvent être différents des produits annoncés.



Notre mission corporative.



Notre mission corporative.
Revue et corrigée.

D'ici, tout apparaît différent. Différentes marques, différents styles. Même l'esprit est différent. Des fringues à la déco, tout respire la mode. Vous verrez, nous ne sommes plus le même bon vieux grand magasin. En fait, vous aurez peut-être du mal à nous reconnaître. Les temps changent.



EATON

Les temps changent.

L'IRPP propose la concurrence dans le secteur de la santé

JEAN-FRANÇOIS BÉGIN

Logique de marché et système de santé peuvent-ils faire bon ménage ?

À cette question que d'aucuns jugeraient sacrilège — au Canada, du moins —, Claude E. Forget et Monique Jérôme-Forget, auteurs d'un ouvrage publié hier par l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP), n'hésitent pas à répondre positivement.

Dans leur monographie, intitulée *Who's the Master: A Blueprint for Canadian Health Care* — la traduction française est à paraître —, la présidente de l'IRPP et son mari, ancien ministre des Affaires sociales du Québec de 1973 à 1976, suggèrent l'introduction de la concurrence entre les médecins et entre les hôpitaux.

Dans le système qu'ils envisagent, inspiré d'expériences tentées notamment en Grande-Bretagne, en Suède et en Nouvelle-Zélande, la rémunération des médecins et le coût des soins et services hospitaliers seraient déterminés par la loi de l'offre et de la demande, même si le niveau général des dépenses resterait fixé par le gouvernement et que, pas plus qu'actuellement, les patients n'auraient à déboursier pour se faire soigner.

« Nous suggérons de cesser de financer les institutions et de financer les utilisateurs à la place », explique M. Forget. Concrètement, un « crédit » budgétaire annuel serait associé à chaque patient, en fonction de son âge, de son sexe, de

son lieu de résidence et de ses conditions préexistantes (diabète et autres affections chroniques, par exemple).

Le patient devrait s'inscrire auprès d'un médecin, qui ferait lui-même partie de ce que les auteurs appellent une « agence médicale spécifique ».

Ces regroupements — qui, selon les auteurs, pourraient compter de 25 à 30 médecins — seraient responsables de la gestion des fonds amenés par les patients et devraient négocier eux-mêmes auprès des établissements hospitaliers pour obtenir les meilleurs services possibles au meilleur coût possible. Les médecins recevraient une rémunération de base déterminée par le gouvernement provincial, à laquelle s'ajouterait un pourcentage des surplus annuels dégagés par leur « agence ».

Comme les patients auraient toute latitude de changer d'« agence » s'ils étaient insatisfaits des services rendus, ce système aurait pour effet d'améliorer le suivi offert par les médecins, estiment les auteurs. « Si vous êtes une personne âgée et que vous « transportez » 10 ou 12 000 \$ de prime et que votre médecin ne s'occupe pas de vous, c'est clair que vous allez changer de médecin », illustre Mme Jérôme-Forget, qui admet par ailleurs que leur projet « part de loin » et ne suscitera pas nécessairement l'adhésion au pays.

Le Dr Joseph Ayoub, qui a présidé la Commission sur l'exercice de la médecine des années 2000, formée par le Collège des médecins il y a deux ans, pense que le modèle

présenté par l'IRPP comporte plus d'aspects négatifs que positifs et insiste trop sur l'aspect des coûts et dépenses, par opposition aux besoins du malade.

Il a aussi des doutes sérieux quant à l'une des prémisses de l'étude, soit que les patients ne recevant pas les meilleurs traitements vont nécessairement changer de médecin. « Le patient qui vient nous voir a une confiance aveugle en nous, explique le Dr Ayoub. Ça peut lui prendre beaucoup de temps avant de réaliser que le médecin donne un traitement qui n'est pas optimal. Il peut aussi bien perdre la vie en attendant. »

De son côté, le directeur des politiques de la santé de la Fédération des médecins spécialistes du Québec, le Dr Michel Brazeau, note que l'étude ne fait qu'effleurer certains sujets et passe rapidement sur les ratés des réformes mises en oeuvre en Grande-Bretagne et ailleurs.

« Mais on est tout à fait d'accord avec le fait que les médecins et la population devraient être beaucoup plus présents dans l'administration de la santé », ajoute-t-il.

Par ailleurs, les auteurs se défendent de vouloir sabrer dans les budgets de la santé. « Notre proposition n'est pas du tout une façon de couper les budgets, bien au contraire, a dit M. Forget. Nous ne sommes pas convaincus du tout par l'argumentation selon laquelle nous dépensons trop pour la santé, ça ne tient pas la route, même si c'est l'argument favori des ministres des Finances dans tous les gouvernements. »



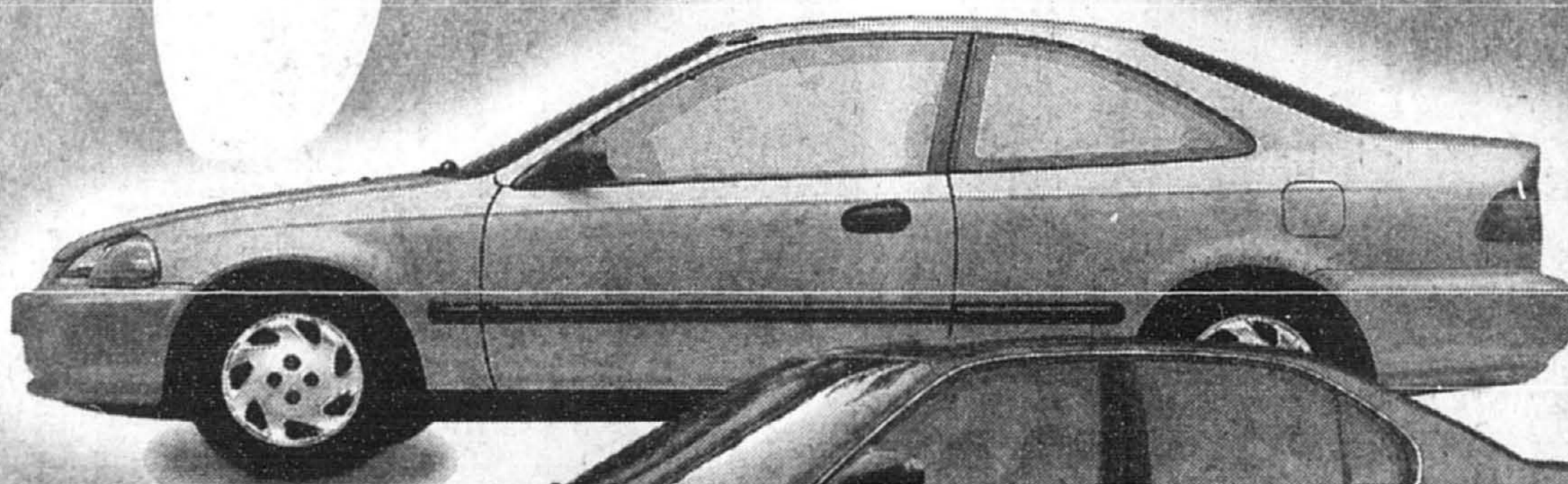
La présidente de l'Institut de recherche en politiques publiques, Monique Jérôme-Forget, et son mari, l'ancien ministre des Affaires sociales Claude E. Forget, suggèrent que la rémunération des médecins et le coût des soins et services hospitaliers soient déterminés par la loi de l'offre et de la demande.

OFFRES D'UNE DURÉE LIMITÉE

188\$*

par mois, location 48 mois
TRANSPORT ET
PRÉPARATION INCLUS

HONDA CIVIC HATCHBACK 1998



208\$*

par mois, location 48 mois
TRANSPORT ET
PRÉPARATION INCLUS
HONDA COUPÉ
et BERLINE 1998



4,8%** c'est magique!

sur financement d'achat JUSQU'À 60 MOIS sur toutes les Civic 1998 neuves en inventaire.

GARANTIE 5 ANS • 100 000 KM

*Location-bail offerte exclusivement par Honda Canada Finance Inc. portant sur la Civic hatchback CX 1998 (modèle EJ632W), le coupé Civic DX 1998 (modèle EJ612W), ou la berline Civic LX 1998 (modèle EJ653W) neuves. Échange ou comptant de 1 600 \$, la première mensualité et un dépôt de garantie de 225 \$ (hatchback) ou 250 \$ (coupé et berline) sont exigibles. Taxes, assurance et immatriculation en sus. Limite de 96 000 km, frais de 0,10 \$ le kilomètre excédentaire. **Programme de financement de H.C.F.I. à 4,8 % offert à l'achat de tout modèle Civic 1998 neuf en inventaire pour des termes de 24, 36, 48 ou 60 mois. Un versement initial pourrait être exigé. Sujet à l'approbation du crédit. Offres d'une durée limitée.

Photos à titre indicatif. Tous les détails chez votre concessionnaire Honda.

VOS CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

HONDA

CONÇUES ET CONSTRUITES
SANS CONCESSION.



La Croix-Rouge passera le flambeau fin septembre

Les provinces et Ottawa devront indemniser rapidement les victimes du sang contaminé

VINCENT MARISSAL
du bureau de La Presse, OTTAWA

Les deux nouveaux piliers canadiens du système sanguin, l'Agence canadienne du sang et Héma-Québec, prendront la relève de la Croix-Rouge fin septembre, affirme Bob Rae, qui presse toutefois les provinces et Ottawa d'indemniser rapidement toutes les victimes du sang contaminé pour clore le dossier.

« Le transfert des activités transfusionnelles de la Croix-Rouge à Héma-Québec et à l'Agence canadienne se fera à la fin du mois, nous ne voyons plus aucun obstacle », a indiqué M^e Rae hier à La Presse.

L'ancien premier ministre néo-démocrate de l'Ontario, retourné à la pratique du droit dans un grand cabinet de Toronto après un mandat à Queen's Park, a été nommé en janvier négociateur en chef pour la Croix-Rouge. Il avait alors la lourde tâche d'assurer le transfert des activités transfusionnelles de la Croix-Rouge à la nouvelle agence canadienne. Plus compliqué encore, Bob Rae devait tenter de mettre la Croix-Rouge à l'abri de la pluie de poursuites qui s'est abattue sur elle dans la foulée du scandale du sang contaminé.

On estime à environ huit milliards de dollars le montant des poursuites engagées par les victimes du sang à travers le Canada. Mais en se mettant sous la protection de la Loi sur les faillites en juillet, la Croix-Rouge peut maintenant transférer ses actifs transfusionnels aux deux agences et éviter les recours légaux entrepris contre elle.

Après huit mois de négociations, Bob Rae a donc presque gagné son pari, au point de vue administratif du moins. La Croix-Rouge prépare sa sortie du système de collecte et de

distribution du sang et pourra se reconstruire à l'abri des poursuites, mais un point majeur demeure : qui indemniser les victimes du sang contaminé ayant contracté l'hépatite C et combien celles-ci recevront-elles ?

La balle est dans le camp des provinces et d'Ottawa, dit Bob Rae, qui presse les gouvernements de décider rapidement d'une formule d'indemnisation pour les victimes contaminées avant 1986 et après 1990.

Ceux que l'on a baptisés les « oubliés » d'un premier accord d'indemnisation (ils sont entre 20 000 et 40 000) attendent toujours de connaître la décision des gouvernements provinciaux et fédéral quant à leur avenir. Les ministres de la Santé, incluant le ministre fédéral, Allan Rock, se rencontrent du 16 au 18 septembre à Regina pour essayer de nouveau de trouver un terrain d'entente.

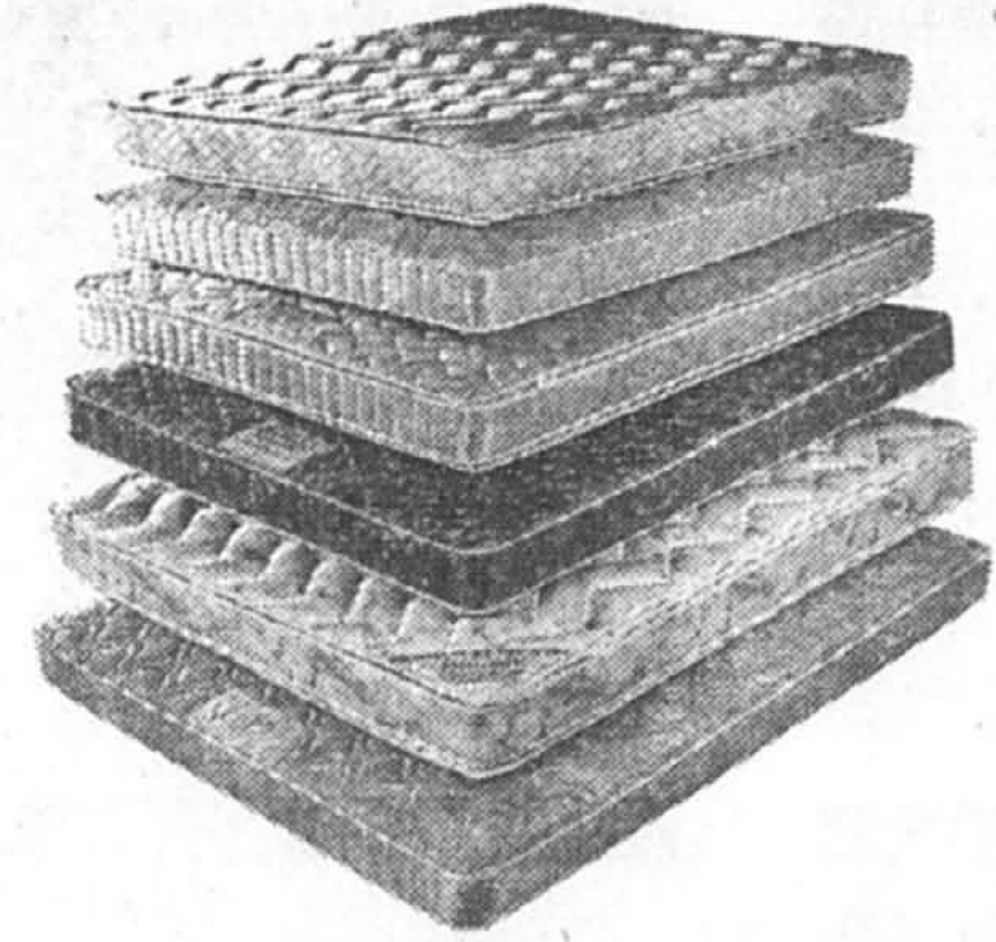
La Croix-Rouge, une fois qu'elle aura payé ses dettes, mettra entre 70 et 100 millions dans un fond destiné aux victimes, mais cela est nettement insuffisant, reconnaît Bob Rae.

« La décision des gouvernements nous donnera un cadre important dans lequel nous pourrions négocier surtout avec ceux qui ont été infectés avant 1986. Alors, où mettre notre fond dépend naturellement de la décision des gouvernements », explique Bob Rae.

Ce dernier avait déjà froissé le ministre Allan Rock en déclarant en mars que l'accord fédéral-provincial de 1,1 milliard était injuste parce qu'il excluait les victimes d'avant 1986 et d'après 1990. « Nous souhaitons que les gouvernements compensent toutes les victimes, a répété hier M. Rae. Nous attendons une décision qui doit venir bientôt. »

La ministre de la Santé de l'Ontario, Elizabeth Witmer, a indiqué il y a quelques jours que son gouvernement fera cavalier seul et ajoutera jusqu'à 200 millions pour les « oubliés » de sa province si la rencontre de Regina ne débouche pas sur une entente nationale.

NOS PRIX SONT IMBATTABLES! COMPAREZ, VOUS SEREZ CONVAINCU!



MATELAS
Plus de 100 styles!

SIMMONS

LIVRAISON GRATUITE RETRAIT GRATUIT CADRE DE LIT GRATUIT INSTALLATION GRATUITE

DEUX DES MEILLEURES FAÇONS D'ÉCONOMISER!
Option 1 - Nous payons la TPS et la TVQ! Option 2 - Vous ne payez rien avant un an!
*Nous vous accorderons une réduction de prix équivalente à la TPS et à la TVQ. **Aucun paiement mensuel * aucun intérêt * aucun dépôt

MATELAS «PAYEZ ET EMPORTEZ», À PARTIR DE 36⁹⁵

Charmeur de Sealy		Beautysleep Evasion de Simmons	
Simple	99 ⁰⁰ ens. 199 ⁰⁰	Simple	189 ⁰⁰ ens. 329 ⁰⁰
Double	149 ⁰⁰ ens. 289 ⁰⁰	Double	249 ⁰⁰ ens. 399 ⁰⁰
Grand	189 ⁰⁰ ens. 379 ⁰⁰	Grand	279 ⁰⁰ ens. 449 ⁰⁰
Posturepedic de Sealy		Beautyrest de Simmons	
Simple	299 ⁰⁰ ens. 499 ⁰⁰	Simple	399 ⁰⁰ ens. 649 ⁰⁰
Double	419 ⁰⁰ ens. 599 ⁰⁰	Double	499 ⁰⁰ ens. 799 ⁰⁰
Grand	489 ⁰⁰ ens. 699 ⁰⁰	Grand	569 ⁰⁰ ens. 899 ⁰⁰
Très grand	749 ⁰⁰ ens. 999 ⁰⁰	Très grand	699 ⁰⁰ ens. 1099 ⁰⁰

Sealy Posturepedic
Le Matress® innovateur pour 175 ans de succès de sommeil. Le Matress® travaille avec une double action. Répondre au poids et à la température. Une grande diversité de modèles adaptés.

Oreiller de duvet blanc 24⁹⁵
Oreiller SIMMONS 7⁹⁵



Édredons de duvet d'oie blanche

Simple	79 ⁹⁵
Double	99 ⁹⁵
Grand	109 ⁹⁵
Très grand	149 ⁹⁵

Couvre-matelas «Easy Fit»

Simple	9 ⁹⁵
Double	12 ⁹⁵
Grand	14 ⁹⁵

SALLE DE BAIN

MARTEX

Serviettes Excalibur	
Bain	6 ⁹⁵
Essuie-main	4 ⁹⁵
Débarbouillette	2 ⁹⁵

SIMMONS Beautyrest
Tout nouveau profil avec ressorts indépendants pour un confort et un support ultime.

Ensemble de draps en percale (180 fils au pouce carré)

Simple	16 ⁹⁵
Double	24 ⁹⁵
Grand	34 ⁹⁵
Très grand	49 ⁹⁵

Ensemble de draps en super percale (200 fils au pouce carré)

Simple	24 ⁹⁵
Double	34 ⁹⁵
Grand	44 ⁹⁵
Très grand	59 ⁹⁵

DRAPS ET ACCESSOIRES ASSORTIS

SHEFTEX MARTEX Lawrence Springmaid
CANNON Wamsutta Dan River

CHOISISSEZ PARI 200 STYLES, MODÈLES ET COULEURS, TOUS AUX PRIX GARANTIS LES PLUS BAS.

DÉCORATION PARURES DE FENÊTRES

Jusqu'à **60%** DE RABAIS SUR LE PRIX SUGG.
HunterDouglas SIHOUEITE • DUETTE • LUMINETTE
Levolor
Holican
NOS STORES NE CONTIENNENT AUCUN PLOMB!

SERVICE À DOMICILE

Téléphonez-nous pour qu'un de nos conseillers en décoration vous rende visite. C'est gratuit et sans obligation!
331-5260

STORES HORIZONTAUX ET VERTICAUX • PLISSÉS
STORES EN BOIS • ROMAINS • DENTELLES
CANTONNIÈRES BOUFFANTES • TENTURES • PARURES COMPLEXES • TISSUS • PARURES DE LIT SUR MESURE



LE SUPERCENTRE DE LA MODE MAISON LINEN CHEST

ROCKLAND 341-7810 Centre Rockland	LAVAL 681-9090 Les Galeries Laval	BROSSARD 671-2202 Place Portobello	CENTRE-VILLE 282-9525 Les Promenades de la Cathédrale
------------------------------------------------	------------------------------------------------	-------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------

POLITIQUE de PRIX Garantie PAS CONDITIONS

CHAQUE JOUR / L'ANNÉE LONGUE
Nous sommes convaincus que nos prix sont les plus bas!
Si vous trouvez la même marchandise ailleurs à plus bas prix, nous respecterons non seulement ce prix mais nous vous accorderons un rabais additionnel de 10%!

Les perles...
Une idée des plus cultivée

Perles des mers du sud et perles noires de Tahiti également disponibles.

Sondage Léger & Léger 2 années consécutives
Le plus grand choix au Québec.
À partir de 89 \$

Nos diamants et pierres précieuses sont sélectionnées par le Laboratoire gemmologique du Canada.

LE PARCHEMIN
Mazzanine, Métro Berri UQAM, 1500, rue Berri, Montréal
514-5343 sans frais 1-800-467-4878

MONTBLANC, SEIKO, LONGINES, Tissot, Swarovski

Notre avenir est entre leurs mains.
Leur avenir est entre les nôtres.

La politique familiale québécoise, un pas de plus vers l'épanouissement des familles.

Renseignez-vous au:
(514) 873-2323 (région de Montréal)
1 800 363-0310 (ailleurs au Québec)

Famille Québec
Ministère de la Famille et de l'Enfance

Pour un retour à l'école réussie...

Garantie de prêt du Gouvernement du Québec 3000\$

ORDINATEUR **PROSYS**

MAGASIN INFORMATIQUE
WWW.LOGIX.PROSYS.CA

G-POLICE
OU
TONIC TROUBLE
OU
RED LINE RACER
OU
INCLUS !!

PC de BASE

SUPER VENTE

Processeur Intel® Pentium® 233MHz doté de la technologie MMX*

Moniteur 14" SVGA inclus

32Mo SDRAM

2.5Go disque dur Ultra ATA

Carte vidéo 2MB 33 PCI

24X CD-ROM

Son 16-bit stéréo

Haut-parleurs stéréo amplifiés

Lecteur disquette 3.5" et souris PS/2

Clavier 101-touches

Médium tour ATX

Garantie limitée 3 ans

PC pour professionnels

SÉRIE ULTRA

Processeur Intel® Pentium® II 266MHz

Moniteur 15" PROSYS inclus

Correcteur 101 personnel GRATUIT!

Carte mère fabriquée par Intel® AL440LX

32Mo SDRAM

2.5Go disque dur Ultra ATA

Intel® Express 3D, 4Mo AGP doté du processeur Intel® i740

24X CD-ROM (option DVD-RDM)

Son 16-bit 3D stéréo 54-voies MIDI

Haut-parleurs stéréo amplifiés

MS Windows 98 (manuel & CD inclus)

Lecteur 3.5" et souris PS/2

Clavier 101-touches - médium tour ATX

Garantie limitée 3 ans

Approuvé Novell, PC 97, MS Windows 95 et NT 4.0

PROSYS PROMO 233

999\$

PROSYS ULTRA 266MHz

1,649\$

ULTRA 300MHz **1,749\$**

ULTRA 333MHz **1,939\$**

Logix Innovation
Ecole Polytechnique
340-3990

Metro
Université de Montréal

Logix Innovation
5173 Côte-des-neiges
735-7850

Metro
Côte-des-neiges

intel inside
pentium®

intel inside
pentium® II

Intel, Intel Inside logo and Pentium are registered trademarks and MMX is a trademark of Intel Corporation. Photo non-contractuelle.

Un médicament pour traiter le diabète pourrait provoquer le cancer du côlon

Agence France-Presse
WASHINGTON

Un médicament autorisé l'an dernier aux États-Unis pour le traitement du diabète, le troglitazone (Rezulin), a provoqué chez certaines souris un cancer du côlon, rapporte une étude publiée hier dans la revue américaine *Nature Medicine*.

Le Pr Ronald Evans et son équipe de l'Institut Salk pour les études biologiques de La Jolla (Californie), ont mis pour la première fois en évidence la manière dont un régime

contenant des graisses augmente le risque de développer certains cancers.

Le Pr Evans a en effet découvert qu'une protéine, connue sous le nom de PPAR (peroxisome proliferator-activated receptor), serait l'agent déclenchant le mécanisme par lequel ces régimes provoquent des cancers du côlon, une maladie qui tue quelque 510 000 personnes par an dans le monde.

Or le troglitazone, a-t-il noté, agit également sur ce récepteur

PPAR et a les mêmes effets qu'un régime riche en graisses. Ainsi, en traitant avec ce médicament certaines souris prédisposées génétiquement à développer des tumeurs dans l'intestin, il a provoqué l'apparition de polypes dans leur côlon.

La protéine PPAR « représente un lien moléculaire potentiel entre un régime alimentaire et un risque accru de cancer », note dans l'article le principal auteur de l'étude, le Dr Enrique Saez.

COURS DE COMMERCE INTERNATIONAL Import / Export

"La pratique du négoce international"

Un cours de 63 heures qui initie les participants aux termes et techniques utilisés dans une transaction de commerce international : identification et approvisionnement de produit/marché/client, transport international, moyens de financement et paiement, risques, prix à l'exportation, négociation, contrats internationaux, commerce international sur Internet, etc...

Le cours de commerce international le plus complet au Canada

- 28 septembre au 9 décembre 1998
lundis et mercredis de 18h30 à 21h30 (français)
- 6 octobre au 15 décembre 1998
mardis et jeudis de 18h30 à 21h30 (anglais)

Frais: 995 \$ (+ TPS et TVQ) - **INSCRIPTION LIMITÉE**
Manuel de 400 pages et documentation additionnelle inclus

Cours éligible pour le crédit d'impôt remboursable / Loi 90

Cours offert et certifié par : **Gouvernement du Québec**
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie

L'AMCEQ est un regroupement et un réseau de quelque 300 sociétés d'exportation qui sont au service des manufacturiers et gens d'affaires du Québec pour la vente de leurs produits et services à travers le monde.

ASSOCIATION DES MAISONS DE COMMERCE EXTÉRIEUR DU QUÉBEC

Tél : (514) 286-1042 - Fax : (514) 848-9986
Internet : <http://www.amceq.org>

EN BREF

Initiation fatale

La journée d'initiation des étudiants d'agronomie de l'université Laval s'est terminée hier par un tragique accident qui a coûté la vie à l'un d'eux et en a blessé un autre gravement. Éric Véronneau, 22 ans, de Sainte-Foy, revenait d'une journée d'initiation qui s'est déroulée dans un camping de Saint-Isidore, dans la Beauce. Deux de ses copains prenaient place dans le véhicule qu'il conduisait. L'accident s'est produit vers 1 h 15, dans le rang de la Rivière, à Scott Jonction. Le conducteur a perdu la maîtrise de sa voiture dans une courbe descendante et s'est retrouvé dans la voie de gauche. Il n'a pas réussi à revenir à temps dans sa voie et sa portière a été heurtée de plein fouet par un camion de bétail qui venait en sens inverse. Un prélèvement sanguin a été effectué sur le jeune Véronneau pour déterminer s'il était en état de conduire. La présidente de l'association étudiante de la faculté des sciences de l'Agriculture et de l'Alimentation, Manon Vaillancourt, a indiqué hier que diverses mesures avaient été prises pour assurer la sécurité des étudiants lors de cet événement.

Maire agressé

Le maire de Niagara Falls, Wayne Thomson, a été agressé hier, dans son bureau de l'hôtel de ville, et un ancien rival, qui était candidat à la mairie, a été accusé par la suite de tentative de meurtre en relation avec cette agression. M. Thomson, qui est âgé de 58 ans, a été agressé de façon « vicieuse » et a perdu beaucoup de sang au cours de l'attaque, a expliqué un porte-parole de la police municipale, K.R. Davidson. Le maire devra subir une intervention chirurgicale et aura besoin de temps pour se remettre, a-t-il précisé. Mais sa vie n'est pas en danger. La police a raconté qu'un homme avait pris rendez-vous avec le maire à 11 h, hier matin, mais s'était présenté avec 15 minutes de retard. Les deux hommes se sont serré la main, puis sont entrés dans le bureau du maire, en refermant la porte derrière eux. Par la suite, « tout semblait bien se passer », a dit M. Davidson, jusqu'à ce qu'un adjoint de M. Thomson entende « le maire hurler, en tentant de sauver sa vie ». L'adjoint s'est alors précipité dans le bureau du maire, et s'est interposé pour tenter de mettre fin à l'agression, commise à coups de canne en métal. L'adjoint du maire a lui-même reçu des coups de canne avant de réussir à maîtriser l'assaillant. Le suspect, Joe Pietrangelo, âgé de 53 ans, a été accusé de tentative de meurtre et d'agression armée.

L'armée peu crédible

Une faible majorité de Canadiens, 53 %, croient que le traitement des plaintes de harcèlement sexuel par l'armée n'est pas adéquat, selon la maison Gallup. La désapprobation touche un sommet au Québec, 65 %, et un creux en Colombie-Britannique, 40 %. Au total, 30 % des répondants estiment que l'armée agit correctement dans ce dossier. Le problème du harcèlement sexuel et des tentatives de viol dans l'armée est jugé sérieux par 70 % des Canadiens, qui estiment par contre à 43 % que le dossier est aussi épineux que dans le reste de la société canadienne; 23 % jugent ces comportements plus répandus que dans la société, et 21 % moins. La proportion de Québécois qui jugent le problème sérieux est de 83 %, mais ils ne sont que 16 % à évaluer ces actes plus fréquents dans l'armée que dans le reste de la société (46 % autant et 27 % moins).

Épinglé par la GRC

La Gendarmerie royale du Canada (GRC) a perquisitionné, le 30 juillet, chez un consultant en immigration du centre-ville de Montréal soupçonné d'avoir obtenu frauduleusement des certificats de citoyenneté canadienne et autres documents officiels pour de nombreux ressortissants étrangers. La perquisition chez cet homme d'une quarantaine d'années a permis la saisie de biens divers valant un million. Il est passible d'un emprisonnement de deux à cinq ans s'il est reconnu coupable. Ce consultant en immigration se faisait aussi passer pour un avocat et créait des entreprises au nom de ses clients, même si ces derniers ne demeureraient pas au Canada. Il poussait même l'audace jusqu'à déclarer l'embauche d'employés fictifs afin de gonfler ses avantages fiscaux.

Donnez du sang.
Le plus beau des cadeaux.

Info-Collecte
(514) 832-0873 / 1 800 343-SANG



POURQUOI SE PRIVER ?

**C'EST BIEN MEILLEUR
LE MATIN**

DU LUNDI AU VENDREDI, DE 6h À 9h

IL AIME LA VILLE ET LA VIE QU'ON Y MÈNE. IL EST MATINAL, CURIEUX ET À L'AFFÛT DE TOUTES LES NOUVELLES.

AVEC **RENÉ HOMIER-ROY** ET SES DYNAMIQUES COLLABORATEURS,
VOUS SAUREZ À QUOI VOUS ATTENDRE AVANT DE DÉMARRER VOTRE JOURNÉE DE FAÇON AGRÉABLE!

Realisation : Lisé Maynard

95,1
première chaîne

Les clauses discriminatoires ne font pas l'unanimité

PIERRE APRIL
Presse Canadienne, QUÉBEC

Pendant que le Conseil permanent de la jeunesse, les jeunes libéraux, la Commission des jeunes de l'Action démocratique, l'Association des jeunes médecins du Québec et les jeunes du Bloc Québécois exigent la disparition des clauses discriminatoires, dites « clauses orphelin », les élus municipaux tentent de se justifier d'avoir eu recours à celles-ci.

Hier, devant la Commission de l'économie et du travail chargée de tenir une consultation sur l'évolution du phénomène des clauses discriminatoires, les jeunes et les utilisateurs de ces clauses ont chacun fait valoir leur point de vue.

Pour le président de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), Mario Laframboise, il ne faut pas perdre de vue que les élus municipaux, placés devant l'obligation de réduire leurs coûts de main-d'oeuvre, n'avaient pas beaucoup le choix, d'autant plus que le système des relations de travail actuel permet et encourage même le recours aux « clauses orphelin ».

En fait, l'UMQ considère que la question de ces clauses masque un problème beaucoup plus grave, « soit celui de l'encadrement administratif des municipalités » en même temps que celui de toutes les administrations publiques et parapubliques.

« Nous arriverons à mettre fin à l'utilisation de ces clauses, a-t-il dit, non pas lorsque nous les rendrons illégales, mais bien lorsque nous accepterons de regarder en pleine face la réalité du système des relations de travail en milieu municipal. »

Le président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, André Godbout, a prétendu que l'abolition des clauses discriminatoires risque davantage d'entraîner une

importante diminution de l'emploi pour les jeunes que de régler le problème. Il a noté dans un document de réflexion que la réduction des coûts de main-d'oeuvre commandée par le gouvernement dans les administrations publiques et le régime des relations de travail continuent d'inciter au recours aux clauses discriminatoires.

De leur côté, les jeunes médecins du Québec parlent des répercussions de ces clauses dans la société québécoise et dans la profession médicale et accusent leurs aînés « de leur faire payer, de façon éhontée, le prix de la jeunesse ».

Les jeunes libéraux ont réclamé une loi pour faire disparaître les clauses discriminatoires, en accusant le gouvernement de Lucien Bouchard de ne pas assumer ses responsabilités dans ce dossier.

À cela, les gens du Parti québécois ont vite répliqué en leur demandant de se faire une idée. « Les jeunes libéraux, ont-ils indiqué par voie de communiqué, doivent faire un choix. Ils doivent rejoindre la position des mouvements étudiants, jeunes ou syndicaux, ou bien appuyer la position du Conseil du patronat ou celle de Jean Charest, qui s'est prononcé contre toute législation. »

De leur côté, les jeunes du Bloc québécois se sont présentés en commission parlementaire pour annoncer qu'ils allaient transporter le débat sur les clauses discriminatoires à Ottawa, « afin de protéger aussi les nombreux travailleurs québécois qui tombent sous la juridiction du Code canadien du travail ».

« Il s'agit-là d'une question d'équité, ont souligné les jeunes bloquistes, et tous les travailleurs, peu importe la loi qui les chapeaute, ont droit à une telle protection. Cette bataille vise une société plus juste et équitable. »

Le ballon « fou » probablement retombé dans l'océan Arctique

Agence France-Presse
LONDRES

Le gigantesque ballon-sonde canadien qui dérivait depuis une semaine en perturbant sérieusement le trafic aérien transatlantique a probablement chuté dans l'océan Arctique, a estimé lundi sur une radio britannique la compagnie météorologique qui l'a lancé.

Le ballon a été vu pour la dernière fois à Spitsbergen, à la frontière de la Norvège et du cercle arctique, a indiqué sur les ondes de la BBC radio 5 Dale Sommerseldt, vice-président de la compagnie canadienne Scientific Instrumentation, chargée de son lancement pour le compte de l'Agence spatiale cana-

dienne et du ministère canadien de l'Environnement.

« Étant donné qu'aucun avion ne l'a signalé aujourd'hui dans cette région, nous pensons qu'il a dû tomber dans l'océan ou sur la banquise », a-t-il déclaré. « Il ne représente plus une menace pour les vols aériens, ce qui est un grand soulagement pour nous », a ajouté M. Sommerseldt.

Celui-ci a précisé que sa compagnie ne chercherait pas à récupérer le ballon s'il est effectivement tombé dans cette zone, en raison du coût d'une telle recherche dans cette région et de son caractère périlleux.

À Montréal pour un automne rempli d'action, les activités de loisirs sont la solution!



Montréalais et Montréalaises, c'est bientôt le temps des inscriptions aux activités d'automne offertes par la Ville de Montréal et ses organismes partenaires.

- Offrez-vous un automne des plus actifs parmi plus de 4000 activités récréatives, culturelles et sportives.
- Consultez votre nouveau Répertoire des activités et des services pour choisir les activités offertes dans votre région.
- Inscrivez-vous du 8 au 11 septembre.
- Notez que les inscriptions aux activités du complexe récréatif Gadbois auront lieu du 5 au 11 septembre.

Apportez ou procurez-vous votre carte Accès Montréal, c'est plus simple pour vous inscrire. Renseignez-vous au 87-ACCÈS, # 610.

Renseignements : 87-ACCÈS, # 659

MONTRÉAL
c'est toi *ma* ville!



L'ÉVÉNEMENT CADILLAC

La famille royale à prix démocratique

1,9%
en location**

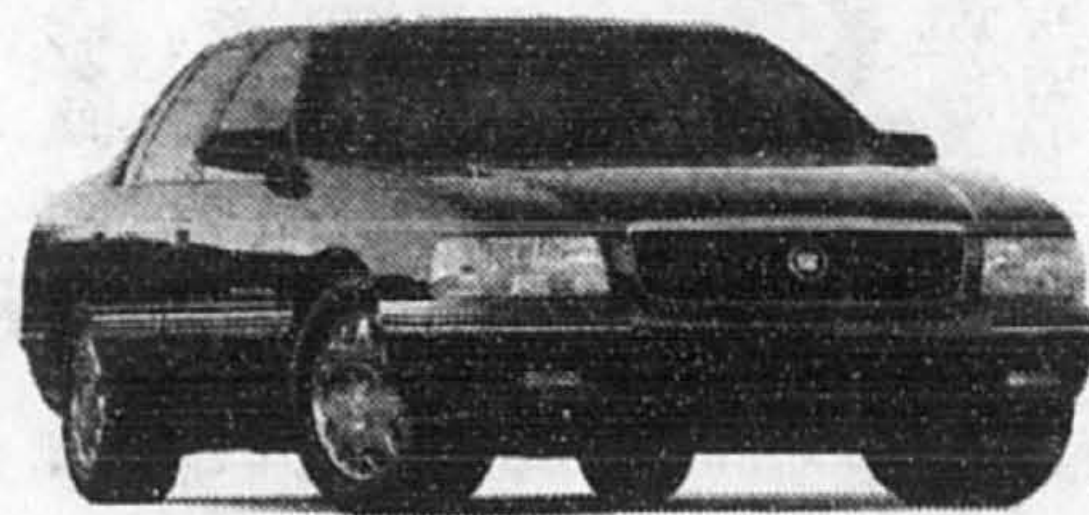
299\$/mois*
location 36 mois



CATERA 1998 (A)

- boîte automatique avec modes d'opération normal, sport et hiver
- puissant moteur V6 de 3 litres
- système antiblocage et traction asservie Bosch ASR5
- sièges chauffants en cuir (avant et arrière)

549\$/mois*
location 36 mois



DEVILLE 1998 (B)

- sacs gonflables latéraux et frontaux (de nouvelle génération)
- moteur V8 Northstar de 4,6 litres et traction asservie intégrale
- climatisation à deux zones à commande électronique
- sièges chauffants en cuir (avant)

629\$/mois*
location 36 mois



nouvelle SEVILLE STS 1998 (C)

- sièges chauffants en cuir (avant et arrière)
- moteur V8 Northstar de 4,6 litres haute performance
- suspension StabiliTrak
- boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée à commande électronique

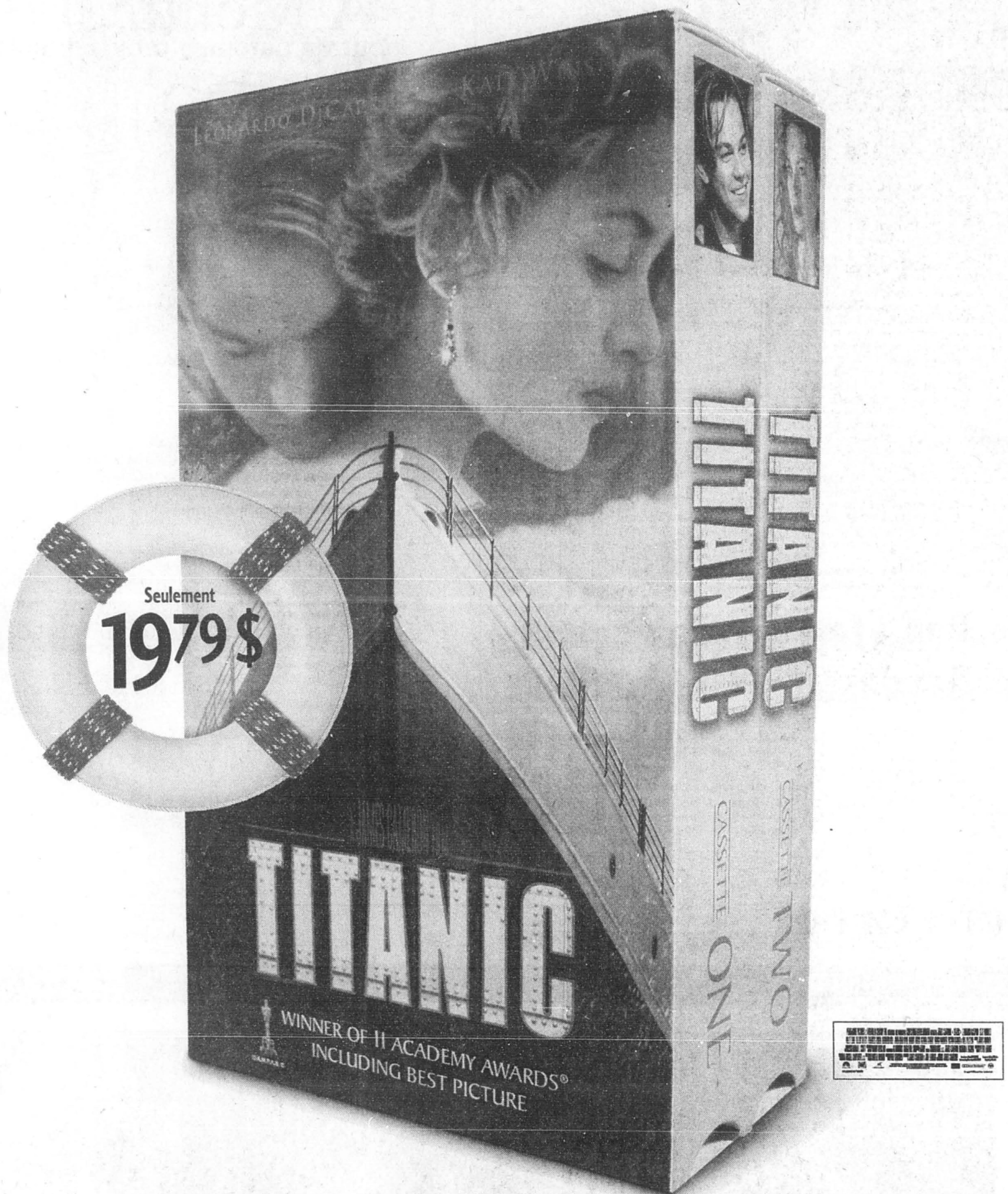
- Aucuns frais d'entretien régulier pendant 4 ans ou 80 000 km
- Aucun dépôt de sécurité • Transport et préparation inclus à la location

* Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs en stock 1998 comprenant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photos à titre indicatif. Paiements mensuels basés sur un bail de 36 mois avec versement initial (ou échange équivalent) de A : 7 131 \$, B : 7 013 \$, C : 7 691 \$. Sujet à l'approbation du crédit. Première mensualité exigée à la livraison. Aucun dépôt de sécurité sur approbation de GMAC. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Frais de 12 ¢ du km après 60 000 km.

** Taux de location de 1,9 % jusqu'à 36 mois applicable sur la Catera seulement. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.



CADILLAC



Et cette offre n'est que la pointe de l'iceberg.

Le chef-d'œuvre de James Cameron à seulement 19,79 \$, voilà une autre preuve que Maxi et Maxi & Cie vous proposent encore et toujours la meilleure qualité au meilleur prix. Grâce à notre politique de bas prix de tous les jours, vous pouvez acheter ce que vous voulez quand vous le voulez parce que nos produits de qualité sont offerts aux meilleurs prix toute l'année. Voilà pourquoi le film le plus cher de l'histoire du cinéma peut maintenant être offert à un prix aussi bas.

maxi

maxi & Cie

LE PANIER D'ALIMENTATION LE MOINS CHER JOUR APRÈS JOUR

Les listes d'attente dans les hôpitaux n'ont pas rallongé

Peu fiables, elles servent d'instruments de désinformation et de propagande, clame un rapport fédéral

d'après PC OTTAWA

Certains sont portés à croire que les listes d'attente pour obtenir des soins dans les hôpitaux ne cessent de s'allonger, mais il n'en est rien, conclut un rapport rédigé pour le compte du ministère fédéral de la Santé.

Non seulement ce rapport vient-il heurter une croyance populaire, mais il contredit les conclusions tirées par l'Association médicale canadienne et celles du Fraser Institute, qui publient chaque année un rapport sur le sujet.

Le rapport fédéral préparé par des chercheurs indépendants au coût de 150 000 \$ soutient qu'au mieux la plupart des listes d'attente des hôpitaux ne sont tout simplement pas fiables, ou, au pire, constituent « des instruments de désinformation et de propagande ».

Les auteurs recommandent par conséquent de mettre sur pied un nouveau système pour confectionner ces listes d'attente.

Le rapport arrive à un moment où le financement des soins de santé au pays fait l'objet d'intenses querelles politiques. Les gouvernements provinciaux et le milieu médical s'entendent en général pour dire que le système de soins de santé canadien est en crise en raison d'un sous-financement et de coupes du gouvernement fédéral dans les paiements de transfert, ces dernières années.

Pourtant, les chercheurs indépendants n'ont trouvé aucun lien entre la longueur des listes d'attente et les coupes en matière de santé. Le rapport estime qu'un financement ciblé à court terme pourrait alléger le temps d'attente aux hôpitaux pour certaines chirurgies, mais cela serait de courte durée.

« Il peut y avoir des situations où plus d'argent fournirait davantage que du palliatif à court terme, mais jusqu'à présent on n'a pas de preuve pour appuyer une telle affirmation », écrivent les auteurs du rapport.

La solution, c'est une meilleure gestion des soins de santé, concluent-ils.

Si l'idée de longues listes d'attente dans les hôpitaux est très répandue, elle repose sur des « données de qualité suspecte » tirées d'une variété de sources, écrivent les auteurs.

« À de rares exceptions, comme les soins pour le cœur et le cancer dans certaines compétences, on constate presque une absence totale de critères appliqués de façon constante » pour évaluer les listes d'attente et déterminer les priorités.

Le rapport concède que les temps d'attente sont plus longs pour les chirurgies pour cataractes, les consultations au sujet de la radiothérapie et les chirurgies pour remplacer une hanche ou un genou.

Selon le président de l'Association médicale canadienne, Victor Dirnfeld, le rapport rendu public hier n'est qu'une tentative de limiter les dégâts.

« Je ne m'abaisserai pas à qualifier les chercheurs de propagandistes, ni à qualifier leur travail de propagande. Mais je dirais qu'ils ont une perception du monde que la plupart des gens n'ont pas », a dit M. Dirnfeld en entrevue.

Il a ajouté que certains patients sont morts en raison d'une trop longue attente pour une chirurgie, et que les personnes qui travaillent dans les hôpitaux savent que les listes d'attente constituent un problème.

Un des auteurs, Steven Lewis, de Saskatoon, soutient que les médecins ont intérêt à entretenir les craintes du public au sujet des listes d'attente, dans l'espoir que cette peur amène les gouvernements à augmenter le financement accordé aux hôpitaux.

Dans un rapport publié le mois dernier, le Fraser Institute a calculé que 187 416 Canadiens étaient inscrits sur une liste d'attente pour obtenir une chirurgie, alors qu'on en comptait 172 766 en 1996.

À Montréal pour un automne rempli d'action,

la carte Accès Montréal, c'est la solution!



Montréalais et Montréalaises, pour faciliter votre inscription aux activités offertes par la Ville de Montréal, procurez-vous la carte Accès Montréal.

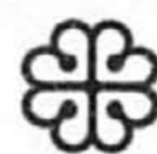
Vous profiterez également, pendant un an, des nombreux rabais offerts par plus de 85 partenaires.

Que vos intérêts soient culturels, sportifs ou récréatifs, la carte Accès Montréal, c'est vraiment la solution!

La carte Accès Montréal, seulement 5 \$, seulement pour les Montréalais et Montréalaises. Renseignez-vous au 87-ACCÈS, #610 ou procurez-vous le dépliant à votre bureau Accès Montréal ou à votre bibliothèque de quartier.

www.ville.montreal.qc.ca/cam

MONTRÉAL
c'est toi *ma* ville!



21 2072115-D

Rivière-des-Prairies: plus qu'un cas isolé

JEAN-FRANÇOIS BÉGIN

Le cas de la patiente de l'hôpital Rivière-des-Prairies dont on a appris la grossesse la semaine dernière ne fait qu'illustrer la forte incidence des agressions sexuelles commises sur les personnes en institution, estiment les porte-parole d'Handicap-vie-dignité, un organisme de défense des droits des personnes handicapées.

« Tout le monde veut croire qu'il s'agit d'un cas isolé, mais ceux et celles qui n'ont pas de famille, contrairement à cette patiente, vont continuer à subir des agressions », affirme Johanne Ravenda, de l'organisme.

Vendredi dernier, Mme Lise Beaudoin-Bouchard, une résidente de Val-d'Or, révélait que sa fille de 34 ans, admise à Rivière-des-Prairies à l'âge de 12 ans à la suite d'un accident cérébral subi quand elle était bébé — et incapable, de par sa condition, de formuler quelque consentement que ce soit —, était enceinte de plus de six mois.

Dès l'annonce, la curatrice publique, Juliette P.-Bailly, fortement critiquée et menacée de poursuite par la mère pour son traitement du dossier, a indiqué son intention de poursuivre non seulement l'hôpital, qui ne s'est aperçu de la grossesse qu'après cinq mois, mais aussi l'avocat de la mère, Jean-Pierre Ménard, pour avoir dévoilé le contenu « hautement délicat et confidentiel » du dossier.

« Ils attaquent toujours le messager et n'écoutent jamais le message », déplorent Mme Ravenda et sa collègue Hélène Rumak, qui affirment que bien d'autres patients sont victimes d'agressions sexuelles.

Citant une étude américaine menée il y a une dizaine d'années, elles affirment que jusqu'à 81 % des patients psychiatriques ont déjà été agressés, sexuellement ou non. Une autre étude effectuée à la même époque révèle que 55 % des patients interrogés avaient été victimes d'agression sexuelle de la part d'autres patients, tandis que 27 % avaient été agressés par un membre du personnel.

Selon le directeur des ressources humaines de l'hôpital, Richard Comeau, l'enquête interne s'est concentrée sur la quinzaine d'employés masculins qui travaillaient avec le groupe de patients dont faisait partie la fille de Mme Beaudoin-Bouchard, de même que sur les patients qui la côtoyaient. La police de la CUM, saisie du dossier la semaine dernière, va reprendre l'investigation.

Déraillement de Biggar: Via Rail blâmée

d'après PC BIGGAR

Un déraillement majeur s'est produit le 3 septembre dernier, à Biggar, en Saskatchewan, alors que 220 personnes étaient à bord du train, malgré le fait que les employés de Via Rail étaient parfaitement au courant de l'existence d'un grave problème technique, révèle un rapport du Bureau de la sécurité des transports du Canada.

Ces employés étaient au courant du problème, mais ils n'ont rien fait, et le déraillement s'est produit, faisant un mort et 78 blessés. Ils croyaient que le signal les avertissant du problème en question était défectueux et ils ont tout simplement débranché l'appareil, quelques heures avant que ne survienne le déraillement.

« Quand vous voyez autant de gens ignorer ce qui devrait normalement être su, il y a un problème systémique. Du début à la fin, toutes les personnes impliquées étaient conscientes des problèmes de sécurité.

Plus de 170 magasins et services dont :

MODE MASCULINE

- A. Gold & Sons
- America
- Bovet
- Dozier
- Harry Rosen
- Marc Andrew
- Old River
- Petrocelle
- West Coast

MODE UNISEXE

- Benetton
- Boca
- Danier, Les Cuir
- Follies d'Italia
- GAP
- Historia
- In Wear/Matinique
- Le Château
- Levi's
- Pantorama
- Roots
- Verso Sport

MUSIQUE, ÉLECTRONIQUE, PHOTOGRAPHIE

- Astral Photo
- Aventure Boutique
- Centre Japonais de la photo
- Compucentre
- Fotoclick
- HMV
- Radio Shack
- Sam the Record Man

BIJOUX ET ACCESSOIRES MODE

- Ardène
- Bijouterie Elinor
- Bijoux Soho
- Birks
- Christophe Joaillier
- Le Skript
- Montre-AL
- Ponte Vecchio
- Preston

Et si tu n'existais pas...

CENTRE ROCKLAND

la Baie, Eaton, Holt Renfrew, Linen Chest et Métro Les 5 Saisons

Stationnement intérieur gratuit

angle l'Acadie et Métropolitain



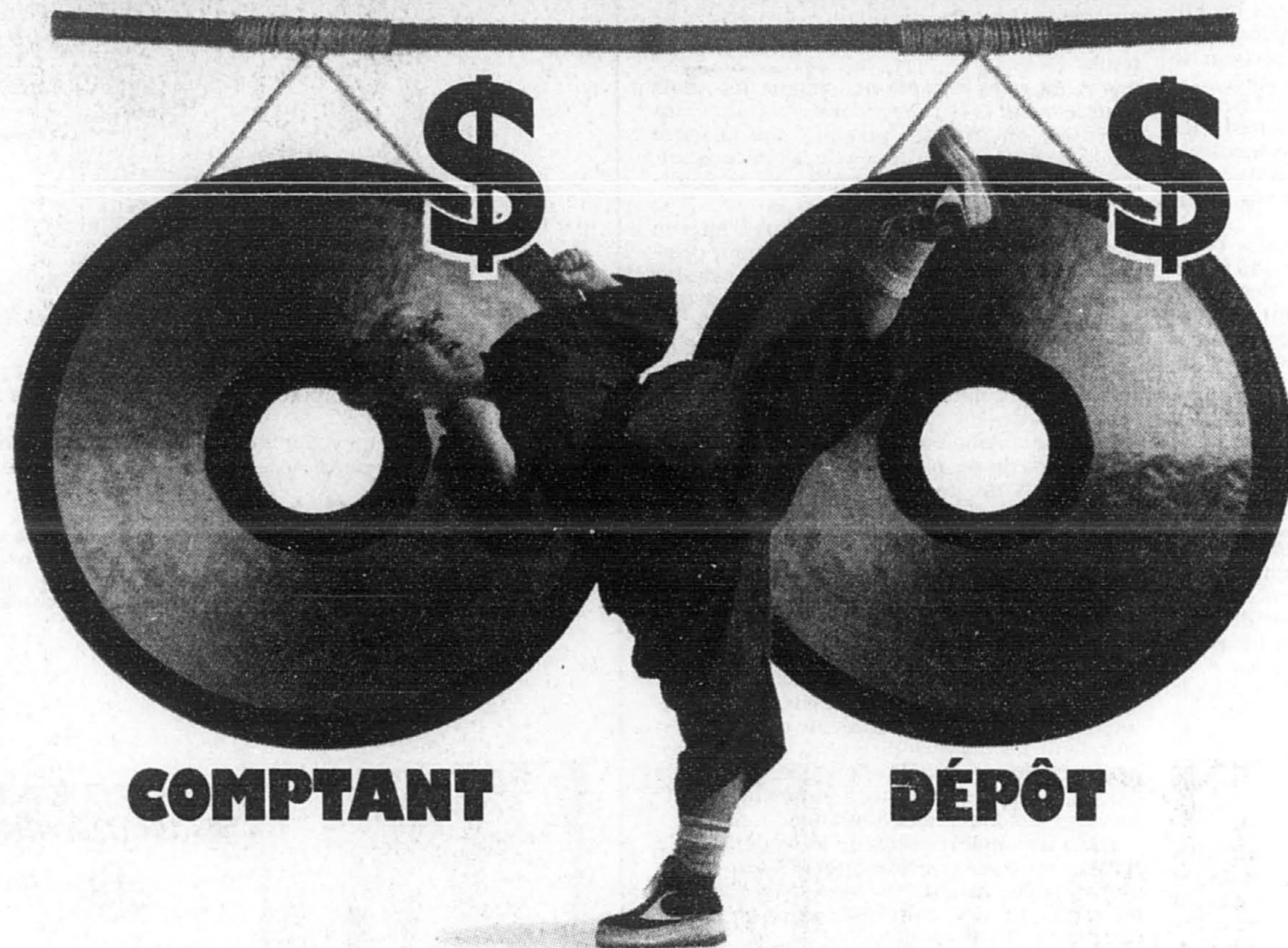
métro Du Parc, autobus # 179
métro Crémazie, autobus # 100 Ouest

2666403-D

Liquidation été 98

L'événement « On coupe les prix »

Transport et préparation inclus



COMPTANT

DÉPÔT



Chevrolet Cavalier - 2 et 4 portes

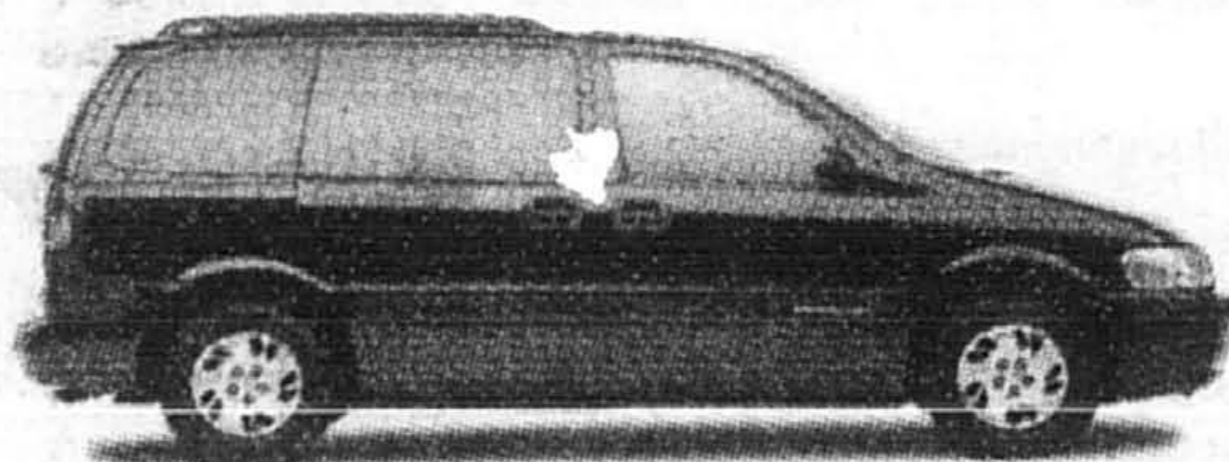
Une alliée fiable depuis les huit dernières années à travers le pays.

238 \$

par mois, location 36 mois*

- Moteur 2,2 litres
- Moulures protectrices latérales
- Freins antiblocage aux 4 roues
- Groupe d'instrumentation

1,9%
de financement**



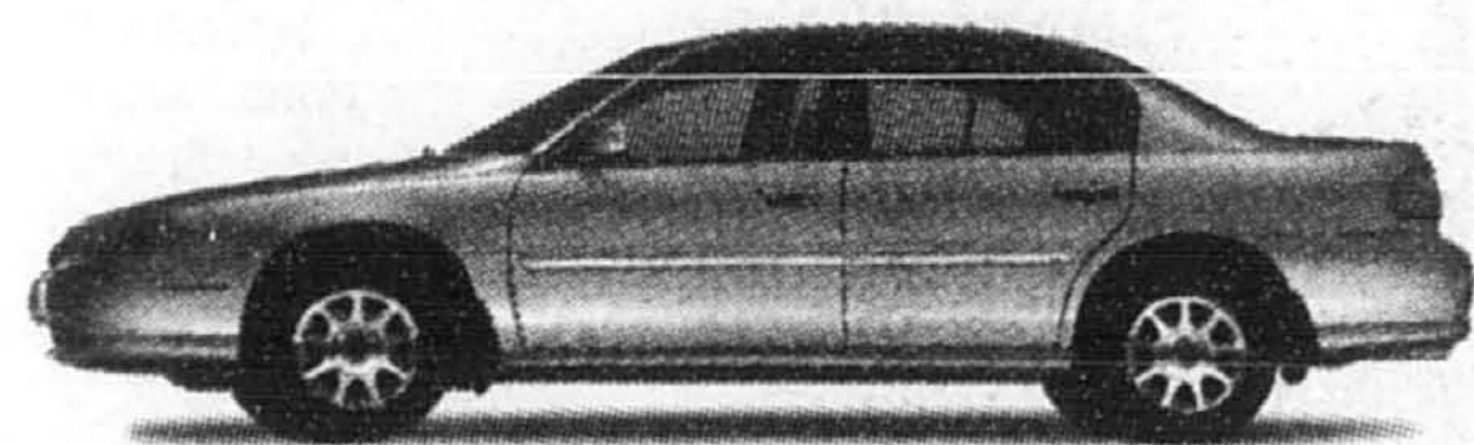
Chevrolet Venture

Avec ces caractéristiques, la Venture, c'est vraiment LA MAXI MINI VAN:

348 \$

par mois, location 36 mois*

- Moteur V6 3,4 litres de 180 chevaux
- Freins antiblocage aux 4 roues
- Sacs gonflables latéraux
- Boîte de vitesse automatique à 4 rapports avec surmultipliée



Chevrolet Malibu

Une Chevrolet primée à plusieurs reprises qui vous en offre beaucoup plus que ce que vous êtes en droit d'attendre. La preuve:

298 \$

par mois, location 36 mois**

ou **19 498 \$*****

- Boîte de vitesse automatique à 4 rapports
- Climatiseur
- Radiocassette AM/FM stéréo
- Banquette arrière repliable



Chevrolet Astro

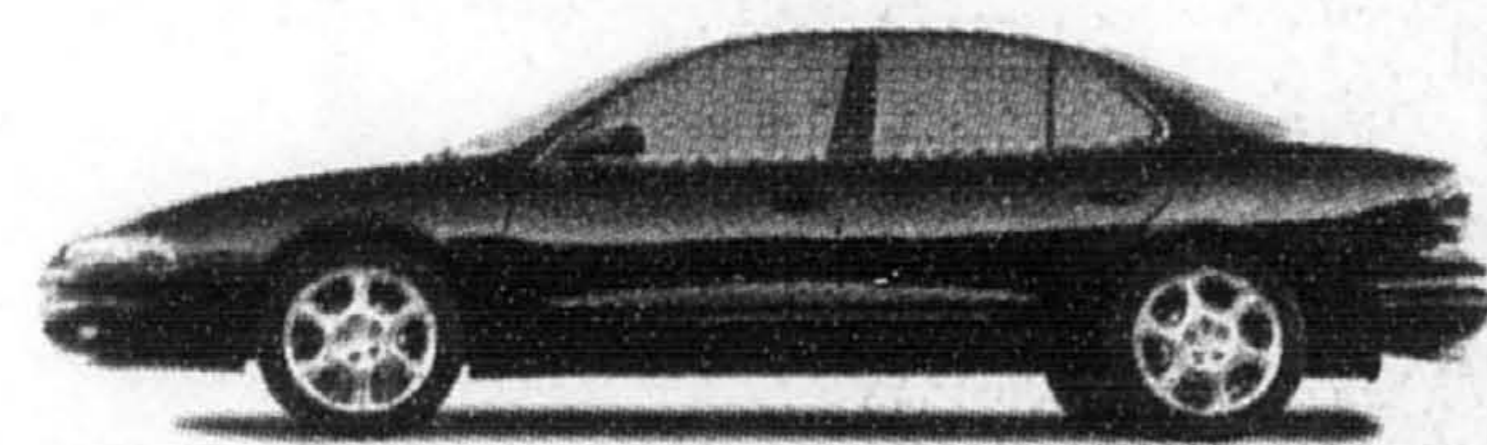
Puissant et spacieux, l'Astro est le véhicule récréatif idéal pour les familles actives.

378 \$

par mois, location 36 mois*

ou **23 898 \$*****

- Moteur V6 4 300 à injection séquentielle
- Configuration de sièges 8 places
- Pont arrière autobloquant
- Bouche de chauffage arrière



Intrigue par Oldsmobile

Design sophistiqué, tenue de route irréprochable, performances enivrantes, le tout dans une berline de taille moyenne.

398 \$

par mois, location 36 mois*

ou à partir de **25 698 \$*****

- Moteur V6 3 800 série II de 195 chevaux
- Boîte de vitesse automatique à 4 rapports avec surmultipliée
- Freins antiblocage aux 4 roues
- Climatiseur

**OFFRE D'UNE DURÉE LIMITÉE
SUR UN VASTE CHOIX DE MODÈLES 1998.**

L'Association marketing des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile du Québec

La Carte GM™
Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 1998 en stock, comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit. Première mensualité exigée à la livraison. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Aucun dépôt de sécurité sur approbation de GMAC. Frais de 12¢ du kilomètre après 60 000 km. **Taux de financement de 1,9% disponible jusqu'à 48 mois à l'achat et jusqu'à 36 mois à la location sur la plupart des modèles en stock. ***Transport et taxes en sus à l'achat. Exemple de financement 20 000 \$ incluant transport, préparation et taxes: 36 versements de 571,98 \$, coût en intérêts de 591,28 \$, coût total: 20 591,28 \$. *Rabais aux diplômés taxable et accordé selon les critères établis par le manufacturier. **Marque déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. L'Assistance routière et la Garantie GM TOTAL™ sont offertes sur tous les véhicules neufs GM 1998 pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.

